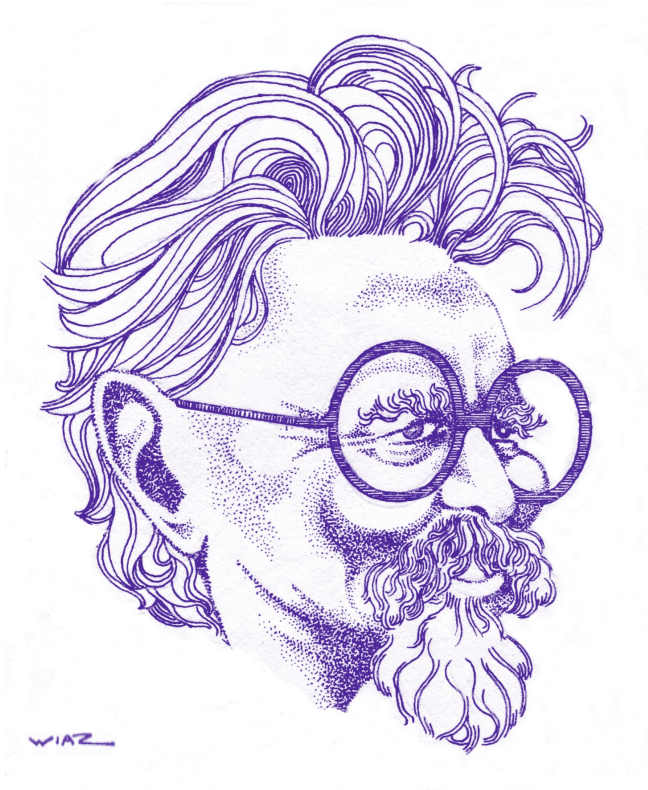


TROTSKY



CONTRE
LE FRONT POPULAIRE
1935

1929

Staline chasse Boukharine du gouvernement de l'URSS et de la présidence de l'IC. L'IC décrète l'offensive systématique et déclare que les partis sociaux-démocrates sont sociaux-fascistes (3^e période). L'Opposition de gauche en France se regroupe dans la LC qui publie *La Vérité*.

1933

30 janvier : prise du pouvoir par Hitler sans réel combat du SPD ni du KPD ; 19 novembre : victoire électorale en Espagne du Partido Radical et de la CEDA, suivie de la répression violente des indépendantistes catalans et des militants ouvriers.

1934

8 janvier : Stavisky se suicide ; 1-16 février : sur ordre de Dollfuss (Parti social-chrétien), l'armée autrichienne écrase à Vienne la Schutzbund, la milice du SDAP ; 6 février : émeute fasciste en France contre l'Assemblée nationale (Jeunesses patriotes, Croix de feu, Action française...) qui provoque la démission de Daladier (PR) et la formation d'un gouvernement « d'union nationale » avec Doumergue). ; 12 février : journée de grève, fusion des manifestations de la CGT et de la CGTU ; 24 juillet : Trotsky est admis en France sous surveillance ; 7 juillet : accord de front unique entre le PS et le PC ; 24 août : entrée du GBL (ex-LC) dans le PS-SFIO.

1935

113 janvier : les habitants de la Sarre votent pour le rattachement à l'Allemagne ; 5 mars : service militaire de 2 ans ; 5 mai : pacte Laval-Staline entre la France et l'URSS ; 10 juin : expulsion de Trotsky après une campagne des staliniens et des fascistes ; 14 juillet : Front populaire entre la SFIO, le PCF et le PR, exclusion des JS de la Seine ; août : émeutes à Brest et Toulon, début de l'exclusion des BL par le PS-SFIO ; septembre : Pivert lance la GR de la SFIO.

1936

12 janvier : adoption du programme du RP-Front populaire qui écarte les nationalisations, ne dit rien sur le budget militaire, ne chiffre pas la réduction du temps de travail, refuse l'indépendance des colonies ; 28 avril & 5 mai : victoire de la coalition du FP aux élections législatives ; 11 mai : début des grèves spontanées avec occupations d'entreprises ; 2 juin, fondation du POI ; 4 juin : formation du gouvernement Blum (PS-PR soutenu par le PCF) ; 6 juin : Blum (PS) affirme : « *les occupations ne sont pas légales* » ; 7 juin : signature des accords de Matignon ; 11 juin : Thorez (PCF) déclare : « *il faut savoir terminer une grève quand satisfaction a été obtenue* » ; 6 août : Thorez propose d'élargir le Front populaire à droite, le « Front des Français » ; 19 août : procès à Moscou qui s'achèvera par la condamnation à mort des anciens dirigeants bolcheviks Zinoviev et Kamenev.

1937

26 janvier : dissolution par le gouvernement FP de l'Etoile nord-africaine ; 13 février : Blum décrète la « pause » ; 16 mars : répression de manifestants antifascistes à Clichy, 5 morts ; 22 juin : démission du gouvernement Blum sous la pression du Sénat.

1938

10 avril : formation du gouvernement Daladier (PR) qui va annuler par décrets-lois (ordonnances) les conquêtes de juin 1936 ; juin : fondation du PSOP ; 30 novembre : le gouvernement Daladier brise la grève de protestation.

1939

23 août : pacte germano-soviétique ; septembre : 2^e Guerre mondiale, interdiction du PCF.

1940

mai : offensive allemande ; juillet : le maréchal Pétain reçoit les pleins pouvoirs de l'Assemblée élue en mai 1936.

Encore une fois, où va la France ?

Au moment où Flandin succéda à Doumergue, nous avons posé devant l'avant-garde prolétarienne la question : *Où va la France ?* Les quatre mois et demi écoulés n'ont rien changé d'essentiel et n'ont affaibli ni notre analyse, ni notre pronostic. Le peuple français est arrivé à un carrefour : une voie mène à la révolution socialiste, l'autre, à la catastrophe fasciste. Le choix de la voie dépend du prolétariat. À sa tête, se trouve son avant-garde organisée. Nous posons de nouveau la question : où l'avant-garde prolétarienne va-t-elle mener la France ?

LE DIAGNOSTIC DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE EST FAUX ET FUNESTE

La Commission administrative permanente du Parti socialiste a lancé en janvier un programme de lutte pour le pouvoir, de destruction de l'armature de l'État bourgeois, d'instauration de la démocratie ouvrière et paysanne, d'expropriation des banques et des branches concentrées de l'industrie. Pourtant, le parti jusqu'à maintenant n'a pas remué le petit doigt pour porter ce programme devant les masses. A son tour, le Parti communiste se refuse bel et bien à se mettre sur la voie de la lutte pour le pouvoir. La cause ? « La situation n'est pas révolutionnaire ».

La milice ? L'armement des ouvriers ? Le contrôle ouvrier ? Un plan de nationalisation ? Impossible ! « La situation n'est pas révolutionnaire ». Que peut-on faire ? Lancer de grandes pétitions avec les cléricaux, s'exercer à l'éloquence creuse avec les radicaux et attendre. Jusqu'à quand ? Tant que la situation ne deviendra pas d'elle-même révolutionnaire. Les savants médecins de l'Internationale communiste ont un thermomètre qu'ils mettent sous l'aiselle de la vieille femme qu'est l'Histoire et par ce moyen déterminent infailliblement la température révolutionnaire. Mais ils ne montrent leur thermomètre à personne.

Nous affirmons : le diagnostic de l'Internationale communiste est radicalement faux. La situation est révolutionnaire autant qu'elle peut être révolutionnaire avec la politique non-révolutionnaire des partis ouvriers. Le plus exact est de dire que la situation est prérévolutionnaire. Pour que cette situation mûrisse, il faut une mobilisation immédiate, hardie et inlassable des masses sous les mots d'ordre de conquête du pouvoir au nom du socialisme. C'est à cette seule condition, que la situation prérévolutionnaire se changera en situation révolutionnaire. Dans le cas contraire c'est-à-dire si on continue à piétiner sur place, la situation prérévolutionnaire se changera infailliblement en situation contre-révolutionnaire et amènera la victoire du fascisme.

La phrase sacramentelle sur la « situation non-révolutionnaire » sert actuellement uniquement à bourrer le crâne aux ouvriers, à paralyser leur volonté et à délier les mains à l'ennemi de classe. Sous le couvert de pareilles phrases s'assemblent dans les sommets du prolétariat le conservatisme, la mollesse, l'étourderie, la lâcheté, et se prépare la catastrophe comme en Allemagne.

Dans les pages qui suivent, nous, bolcheviks-léninistes, nous soumettons le diagnostic et le pronostic de l'Internationale communiste à une critique marxiste détaillée. À l'occasion, nous nous arrêterons sur les points de vue des divers chefs socialistes dans la mesure où cela sera nécessaire pour notre but fondamental : montrer la fausseté radicale de la politique du comité central du Parti communiste français. Aux cris et aux injures des staliniens nous opposerons des faits et des arguments.

Nous ne nous bornerons pas, bien entendu, à une simple critique. Aux points de vue et aux mots d'ordre faux, nous opposerons les idées et les méthodes créatrices de Marx et de Lénine.

Nous demandons aux lecteurs une attention concentrée. Il s'agit, dans le sens le plus direct et le plus immédiat, de la tête du prolétariat français. Pas un seul ouvrier conscient n'a le droit de rester impassible devant ces questions, de la solution desquelles dépend le sort de sa classe !

COMMENT SE FORME UNE SITUATION RÉVOLUTIONNAIRE ?

La première et la plus importante prémisse d'une situation révolutionnaire, c'est l'exacerbation intolérable des contradictions entre les forces productives et les formes de la propriété. La nation cesse d'aller de l'avant. L'arrêt dans le développement de la puissance économique et, encore plus, sa régression signifie que le système capitaliste de production s'est définitivement épuisé et doit céder la place au système socialiste.

La crise actuelle, qui embrasse tous les pays et rejette l'économie des dizaines d'années en arrière, a définitivement poussé le système bourgeois jusqu'à l'absurde. Si, à l'aurore du capitalisme des ouvriers affamés et ignorants ont brisé les machines, maintenant ceux qui détruisent les machines et les usines sont les capitalistes eux-mêmes. Avec le maintien ultérieur de la propriété privée des moyens de production, l'humanité est menacée de barbarie et de dégénérescence.

La base de la société est son économie. Cette base est mûre pour le socialisme dans un double sens : la technique moderne a atteint un tel degré qu'elle pourrait assurer un bien-être élevé au peuple et à toute l'humanité ; mais la propriété capitaliste, qui se survit, voue les peuples à une pauvreté et à des souffrances toujours plus grandes.

La prémisse fondamentale, économique, du socialisme existe depuis déjà longtemps. Mais le capitalisme ne disparaîtra pas de lui-même de la scène. Seule la classe ouvrière peut arracher les forces productives des mains des

exploiteurs et des étrangleurs. L'histoire pose avec acuité cette tâche devant nous. Si le prolétariat se trouve pour telle ou telle raison incapable de renverser la bourgeoisie et de prendre le pouvoir, s'il est, par exemple, paralysé par ses propres partis et ses propres syndicats, le déclin de l'économie et de la civilisation se poursuivra, les calamités s'accroîtront, le désespoir et la prostration s'empareront des masses, le capitalisme-décroît, pourrissant, vermoulu-étranglera toujours plus fort les peuples, en les entraînant dans l'abîme de nouvelles guerres. Hors de la révolution socialiste, point de salut.

Le présidium de l'Internationale communiste essaya d'abord d'expliquer que la crise commencée en 1929 était la dernière crise du capitalisme. Deux ans après, Staline déclara que la crise actuelle n'est « vraisemblablement » pas encore la dernière. Nous rencontrons aussi dans le camp socialiste la même tentative de prophétie : la dernière crise ou non ?

Il est imprudent d'affirmer que la crise actuelle est comme un spasme suprême du capitalisme, le dernier sursaut avant l'agonie et la décomposition. (Léon Blum, *Le Populaire*, 23 février 1935) ;

D'aucuns affirment que cette crise est passagère ; les autres y voient la crise finale du système capitaliste. Nous n'osons pas encore nous prononcer définitivement. (Salomon Grumbach, 26 février 1935)

Dans cette façon de poser la question, il y a deux erreurs cardinales : premièrement, on mêle ensemble la crise conjoncturelle et la crise historique de tout le système capitaliste ; deuxièmement, on admet qu'indépendamment de l'activité consciente des classes, une crise puisse d'elle-même être la « dernière » crise.

Sous la domination du capital industriel, à l'époque de la libre concurrence, les montées conjoncturelles dépassaient de loin les crises ; les premières étaient « la règle », les secondes « l'exception » ; le capitalisme dans son ensemble était ascendant. Depuis la guerre, avec la domination du capital financier monopolisateur, les crises conjoncturelles surpassent de loin les ramifications ; on peut dire que les crises sont devenues la règle, les montées l'exception ; le développement économique dans son ensemble va vers le bas, et non vers le haut.

Néanmoins, des oscillations conjoncturelles sont inévitables et avec le capitalisme malade elles se perpétueront tant qu'existera le capitalisme. Et le capitalisme se perpétuera tant que la révolution prolétarienne ne l'aura pas achevé. Telle est la seule réponse correcte.

Le révolutionnaire prolétarien doit avant tout comprendre que le marxisme, seule théorie scientifique de la révolution prolétarienne, n'a rien de commun avec l'attente fataliste de la « dernière » crise. Le marxisme est par son essence même une direction pour l'action révolutionnaire. Le marxisme n'ignore pas la volonté et le courage, mais les aide à trouver la voie juste.

Il n'y a aucune crise qui d'elle-même puisse être « mortelle » pour le capitalisme. Les oscillations de la conjoncture créent seulement une situation dans laquelle il sera plus facile ou plus difficile au prolétariat de renverser le capitalisme. Le passage de la société bourgeoise à la société socialiste présuppose l'activité de gens vivants, qui font leur propre histoire. Ils ne la font pas au hasard ni selon leur bon plaisir, mais sous l'influence de causes objectives déterminées. Cependant, leurs propres actions-leur initiative, leur audace, leur dévouement ou, au contraire, leur sottise et leur lâcheté-entrent comme des anneaux nécessaires dans la chaîne du développement historique.

Personne n'a numéroté les crises du capitalisme et n'a indiqué par avance laquelle d'entre elles serait la « dernière ». Mais toute notre époque et surtout la crise actuelle dictent impérieusement au prolétariat : Prends le pouvoir ! Si, pourtant, le parti ouvrier, malgré des conditions favorables, se révèle incapable de mener le prolétariat à la conquête du pouvoir la vie de la société continuera nécessairement sur les bases capitalistes -jusqu'à une nouvelle crise ou une nouvelle guerre, peut-être jusqu'au complet effondrement de la civilisation européenne.

La guerre impérialiste de 1914-1918 représenta aussi une « crise » dans la marche du capitalisme, et bien la plus terrible de toutes les crises possibles. Dans aucun livre, il ne fut prédit si cette guerre serait la dernière folie sanglante du capitalisme ou non. L'expérience de la Russie a montré que la guerre pouvait être la fin du capitalisme. En Allemagne et en Autriche, le sort de la société bourgeoise dépendit entièrement en 1918 de la social-démocratie, mais ce parti se révéla être le domestique du capital. En Italie et en France, le prolétariat aurait pu à la fin de la guerre conquérir le pouvoir, mais il n'avait pas à sa tête un parti révolutionnaire. En un mot, si la 2^e Internationale n'avait pas trahi au moment de la guerre la cause du socialisme pour le patriotisme bourgeois, toute l'histoire de l'Europe et de l'humanité se présenterait maintenant tout autrement. Le passé, assurément, n'est pas réparable. Mais on peut et on doit apprendre les leçons du passé.

Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable du fait que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée depuis longtemps devant elle par le déclin du capitalisme.

La phrase : cette crise n'est pas encore la « dernière », ne peut avoir qu'un seul sens : malgré les leçons de la guerre et des convulsions de l'après-guerre, les partis ouvriers n'ont pas encore su préparer ni eux-mêmes, ni le prolétariat, à la prise du pouvoir ; pis encore, les chefs de ces partis ne voient pas encore jusqu'à maintenant la tâche elle-même, en la faisant retomber d'eux-mêmes, du parti et de la classe sur le « développement historique ». Le fatalisme est une trahison théorique envers le marxisme et la justification de la trahison politique envers le prolétariat, c'est-à-dire la préparation d'une nouvelle capitulation devant une nouvelle « dernière » guerre.

Le fatalisme de la sociale-démocratie est un héritage de l'avant-guerre, quand le capitalisme grandissait presque sans cesse, que s'accroissait le nombre des ouvriers, qu'augmentait le nombre des membres du parti, des voix aux élections et des mandats. De cette montée automatique naquit peu à peu l'illusion réformiste qu'il suffit de continuer dans l'ancienne voie (propagande, élections, organisation) et la victoire viendra d'elle-même.

Certes, la guerre a détraqué l'automatisme du développement. Mais la guerre est un phénomène « exceptionnel ». Genève aidant, il n'y aura plus de nouvelle guerre, tout rentrera dans la norme, et l'automatisme du développement sera rétabli.

A la lumière de cette perspective, les paroles : « Ce n'est pas encore la dernière crise », doivent signifier : « Dans cinq ans, dans dix ans, dans vingt ans, nous aurons plus de voix et de mandats, alors, il faut l'espérer, nous prendrons le pouvoir » (voir les articles et discours de Paul Faure). Le fatalisme optimiste, qui semblait convaincant il y a un quart de siècle, résonne aujourd'hui comme une voix d'outre-tombe. Totalement fausse est l'idée qu'en allant vers la crise future, le prolétariat deviendra infailliblement plus puissant que maintenant. Avec la putréfaction ultérieure inévitable du capitalisme le prolétariat ne croîtra pas et ne se renforcera pas, mais se décomposera, rendant toujours plus grande l'armée des chômeurs et des déclassés ; la petite bourgeoisie entre-temps se déclassera et tombera dans le désespoir. La perte de temps ouvre une perspective au fascisme, et non à la révolution prolétarienne.

Il est remarquable que l'Internationale communiste aussi, bureaucratisée jusqu'à la moelle, ait remplacé la théorie de l'action révolutionnaire par la religion du fatalisme. Il est impossible de lutter, car « il n'y a pas de situation révolutionnaire ». Mais une situation révolutionnaire ne tombe pas du ciel, elle se forme dans la lutte des classes. Le parti du prolétariat est le plus important facteur politique quant à la formation d'une situation, révolutionnaire. Si ce parti tourne le dos aux tâches révolutionnaires, en endormant et en trompant les ouvriers pour jouer aux pétitions et pour fraterniser avec les radicaux, il doit alors se former non pas une situation révolutionnaire, mais une situation contre-révolutionnaire.

Le déclin du capitalisme, avec le degré extraordinairement élevé des forces productives, est la prémisse économique de la révolution socialiste. Sur cette base se déroule la lutte des classes. Dans la lutte vive des classes, se forme et mûrit une situation révolutionnaire.

Comment la grande bourgeoisie, maîtresse de la société contemporaine, apprécie-t-elle la situation actuelle, et comment agit-elle ? Le 6 février 1934 ne fut inattendu que pour les organisations ouvrières et la petite bourgeoisie. Les centres du grand capital participaient depuis longtemps au complot, avec le but de substituer par la violence au parlementarisme le bonapartisme

(régime « personnel »). Cela veut dire : les banques, les trusts, l'état-major, la grande presse jugeaient le danger de la révolution si proche et si immédiat qu'ils se dépêchèrent de s'y préparer par un « petit » coup d'État.

Deux conclusions importantes découlent de ce fait : 1) les capitalistes, dès avant 1934, jugeaient la situation comme révolutionnaire ; 2) Ils ne restèrent pas à attendre passivement le développement des événements, pour recourir à la dernière minute à une défense « légale », mais ils prirent eux-mêmes l'initiative, en faisant descendre leurs bandes dans la rue. La grande bourgeoisie a donné aux ouvriers une leçon inappréciable de stratégie de classe !

L'Humanité répète que le « front unique » a chassé Doumergue. Mais, c'est, pour parler modérément, une fanfaronnade creuse. Au contraire, si le grand capital a jugé possible et raisonnable de remplacer Doumergue par Flandin, c'est uniquement parce que le front unique, comme la bourgeoisie s'en est convaincue par l'expérience, ne représente pas encore un danger révolutionnaire immédiat : « Puisque les terribles chefs de l'Internationale communiste, malgré la situation dans le pays, ne se préparent pas à la lutte, mais tremblent de peur, cela veut dire qu'on peut attendre pour passer au fascisme. Inutile de forcer les événements et de compromettre prématurément les radicaux, dont on peut encore avoir besoin ». C'est ce que disent les véritables maîtres de la situation. Ils maintiennent l'union nationale et ses décrets bonapartistes, ils mettent le Parlement sous la terreur, mais ils laissent se reposer Doumergue. Les chefs du capital ont apporté ainsi une certaine correction à leur appréciation primitive, en reconnaissant que la situation n'est pas immédiatement révolutionnaire, mais pré-révolutionnaire.

Seconde leçon remarquable de stratégie de classe ! Elle montre que même le grand capital, qui a à sa disposition tous les leviers de commande, ne peut apprécier d'un seul coup a priori et infailliblement la situation politique dans toute sa réalité : il entre en lutte et dans le processus de la lutte, sur la base de l'expérience de la lutte, il corrige et précise son appréciation. Tel est en général le seul moyen possible de s'orienter en politique exactement et en même temps activement.

Et les chefs de l'Internationale communiste ? À Moscou, à l'écart du mouvement ouvrier français, quelques médiocres bureaucrates, mal renseignés, en majorité ne lisant pas le français, donnent à l'aide de leur thermomètre le diagnostic infaillible : « La situation n'est pas révolutionnaire ». Le comité central du Parti communiste français est tenu, en fermant yeux et oreilles, de répéter cette phrase creuse. La voie de l'Internationale communiste est la voie la plus courte vers l'abîme !

Le Parti radical représente l'instrument politique de la grande bourgeoisie, qui est le mieux adapté aux traditions et aux préjugés de la petite bourgeoisie. Malgré cela, les chefs les plus responsables du radicalisme, sous le fouet du capital financier, se sont humblement inclinés devant le coup d'État du 6 février, dirigé immédiatement contre eux. Ils ont reconnu ainsi que la

marche de la lutte des classes menace les intérêts fondamentaux de la « nation », c'est-à-dire de la bourgeoisie, et se sont vus contraints de sacrifier les intérêts électoraux de leur parti. La capitulation du plus puissant parti parlementaire devant les revolvers et les rasoirs des fascistes est l'expression extérieure de l'effondrement complet de l'équilibre politique du pays. Mais celui qui prononce ces mots dit par cela même : la situation est révolutionnaire ou, pour parler plus exactement, prérévolutionnaire.

Les processus qui se déroulent dans les masses de la petite bourgeoisie ont une importance exceptionnelle pour apprécier la situation politique. La crise politique du pays est avant tout la crise de la confiance des masses petites bourgeoises dans leurs partis et leurs chefs traditionnels. Le mécontentement, la nervosité, l'instabilité, l'emportement facile de la petite bourgeoisie sont des traits extrêmement importants d'une situation prérévolutionnaire. De même que le malade brûlant de fièvre se met sur le côté gauche, la petite bourgeoisie fébrile peut se tourner à droite ou à gauche. Selon le côté vers lequel se tourneront dans la prochaine période les millions de paysans, d'artisans, de petits commerçants, de petits fonctionnaires français, la situation prérévolutionnaire actuelle peut se changer aussi bien en situation révolutionnaire que contre-révolutionnaire.

L'amélioration de la conjoncture économique pourrait-pas pour longtemps-retarder, mais non pas arrêter la différenciation à droite ou à gauche de la petite bourgeoisie. Au contraire, si la crise allait s'approfondissant, la faillite du radicalisme et de tous les groupements parlementaires qui gravitent autour de lui irait à une vitesse redoublée.

Il ne faut pas toutefois penser que le fascisme doive nécessairement devenir un puissant parti parlementaire, avant qu'il se soit emparé du pouvoir. C'est ainsi que cela se passa en Allemagne, mais en Italie ce fut autrement. Pour le succès du fascisme, il n'est pas du tout obligatoire que la petite bourgeoisie ait rompu préalablement avec les anciens partis « démocratiques » : il suffit qu'elle ait perdu la confiance qu'elle avait en eux et qu'elle regarde avec inquiétude autour d'elle, en cherchant de nouvelles voies.

Aux prochaines élections municipales, la petite bourgeoisie peut encore donner un nombre très important de ses voix aux radicaux et aux groupes voisins, par l'absence d'un nouveau parti politique, qui réussirait à conquérir la confiance des paysans et des petites gens des villes. Et en même temps un coup de force militaire du fascisme peut se produire, avec l'aide de la grande bourgeoisie, dès quelques mois après les élections et par sa pression attirer à lui les sympathies des couches les plus désespérées de la petite bourgeoisie.

C'est pourquoi ce serait une grossière illusion de se consoler en pensant que le drapeau du fascisme n'est pas encore devenu populaire dans la province et dans les villages. Les tendances antiparlementaires de la petite bourgeoisie peuvent, en s'échappant du lit de la politique parlementaire officielle des partis, soutenir directement et immédiatement un coup d'État militaire, lors-

que celui-ci deviendra nécessaire pour le salut du grand capital. Un tel mode d'action correspond beaucoup plus à la fois aux traditions et au tempérament de la France.

Les chiffres des élections ont, bien entendu, une importance symptomatique. Mais s'appuyer sur ce seul indice serait faire preuve de crétinisme parlementaire. Il s'agit de processus plus profonds, qui, un mauvais matin, peuvent prendre à l'improviste messieurs les parlementaires. Là, comme dans les autres domaines, la question est tranchée non pas par l'arithmétique, mais par la dynamique de la lutte. La grande bourgeoisie n'enregistre pas passivement l'évolution des classes moyennes, mais prépare les tenailles d'acier à l'aide desquelles elle pourra saisir au moment opportun les masses torturées par elle et désespérées.

La pensée marxiste est dialectique : elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. La pensée du petit bourgeois conservateur est métaphysique : ses conceptions sont immobiles et immuables, entre les phénomènes il y a des cloisonnements imperméables. L'opposition absolue entre une situation révolutionnaire et une situation non-révolutionnaire représente un exemple classique de pensée métaphysique, selon la formule : ce qui est, est ; ce qui n'est pas, n'est pas et tout le reste vient du Malin.

Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations intermédiaires, transitoires : entre une situation non-révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire, entre une situation prérévolutionnaire et une situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique.

Que dirions-nous d'un artiste qui ne distinguerait que les deux couleurs extrêmes dans le spectre ? Qu'il est daltonien ou à moitié aveugle et qu'il lui faut renoncer au pinceau. Que dire d'un homme politique qui ne serait capable de distinguer que deux états : « révolutionnaire » et « non-révolutionnaire » ? Que ce n'est pas un marxiste, mais un stalinien, qui peut faire un bon fonctionnaire, mais en aucun cas un chef prolétarien.

Une situation révolutionnaire se forme par l'action réciproque de facteurs objectifs et subjectifs. Si le parti du prolétariat se montre incapable d'analyser à temps les tendances de la situation prérévolutionnaire et d'intervenir activement dans son développement, au lieu d'une situation révolutionnaire surgira inévitablement une situation contre-révolutionnaire. C'est précisément devant ce danger que se trouve actuellement le prolétariat français. La politique à courte vue, passive, opportuniste du front unique, et surtout des

staliniens, qui sont devenus son aile droite, voilà ce qui constitue le principal obstacle sur la voie de la révolution prolétarienne en France.

LES REVENDICATIONS IMMÉDIATES ET LA LUTTE POUR LE POUVOIR

Le comité central du Parti communiste repousse la lutte pour la nationalisation des moyens de production, comme une revendication incompatible avec l'État bourgeois. Mais le comité central repousse aussi la lutte pour le pouvoir, pour la création de l'État ouvrier. À ces tâches, il oppose un programme de « revendications immédiates ».

Le front unique est actuellement privé de quelque programme que ce soit. En même temps l'expérience propre du Parti communiste dans le domaine de la lutte pour les « revendications immédiates » a un caractère extrêmement lamentable. Tous les discours, articles et résolutions sur la nécessité de riposter au capital par des grèves n'ont jusqu'à présent abouti à rien, ou presque. Malgré une situation de plus en plus tendue dans le pays, il règne dans la classe ouvrière une stagnation dangereuse.

Le comité central du Parti communiste accuse de cette stagnation tout le monde, sauf lui. Nous ne nous disposons à blanchir personne. Nos points de vue sont connus. Mais nous pensons que le principal obstacle sur la voie du développement de la lutte révolutionnaire est actuellement le programme unilatéral, contredisant toute la situation, presque maniaque des « revendications immédiates ». Nous voulons ici faire la lumière sur les considérations et les arguments du comité central du Parti communiste avec toute l'ampleur nécessaire. Non pas que ces arguments soient sérieux et profonds : au contraire, ils sont misérables. Mais il s'agit d'une question dont dépend le sort du prolétariat français.

Le document le plus autorisé sur la question des « revendications immédiates » est la résolution programmatique du comité central du Parti communiste (*L'Humanité*, 24 février 1935) Nous nous arrêterons à ce document.

L'énoncé des revendications immédiates est fait très généralement : défense des salaires, amélioration des assurances sociales, conventions collectives, « contre la vie chère », etc. On ne dit pas un mot sur le caractère que peut et doit prendre dans les conditions de la crise sociale actuelle la lutte pour ces revendications. Pourtant, tout ouvrier comprend qu'avec deux millions de chômeurs complets et partiels, la lutte syndicale ordinaire pour des conventions collectives est une utopie. Pour contraindre dans les conditions actuelles les capitalistes à faire des concessions sérieuses il faut briser leur volonté ; on ne peut y parvenir que par une offensive révolutionnaire. Mais une offensive révolutionnaire qui oppose une classe à une classe, ne peut se développer uniquement sous des mots d'ordre économiques partiels. On tombe dans un cercle vicieux. C'est là qu'est la principale cause de la stagnation du front unique.

La thèse marxiste générale : les réformes sociales ne sont que les sous-produits de la lutte révolutionnaire, prend à l'époque du déclin capitaliste l'importance la plus immédiate et la plus brûlante. Les capitalistes ne peuvent céder aux ouvriers quelque chose que s'ils sont menacés du danger de perdre tout.

Mais même les plus grandes « concessions », dont est capable le capitalisme contemporain, lui-même acculé dans l'impasse, resteront absolument insignifiantes en comparaison avec la misère des masses et la profondeur de la crise sociale. Voilà pourquoi la plus immédiate de toutes les revendications doit être de revendiquer l'expropriation des capitalistes et la nationalisation (socialisation) des moyens de production. Cette revendication est irréalisable sous la domination de la bourgeoisie ? Évidemment. C'est pourquoi il faut conquérir le pouvoir.

La résolution du comité central reconnaît en passant que « *le Parti n'a pas encore réussi à organiser et à développer la résistance à l'offensive du capital* ». Mais la résolution ne s'arrête pas du tout sur la question de savoir pourquoi donc, malgré les efforts du PC et de la CGTU, les succès dans le domaine de la lutte économique défensive sont absolument insignifiants. À la grève générale du 12 février, qui ne poursuivait aucune « revendication immédiate », participèrent des millions d'ouvriers et d'employés. Cependant, à la défense contre l'offensive du capital n'a participé jusqu'à maintenant qu'une fraction infime de ce même chiffre. Est-ce que ce fait étonnamment clair ne conduit les « chefs » du Parti communiste à aucune conclusion ? Pourquoi des millions d'ouvriers se risquent-ils à participer à la grève générale, à des manifestations de rues agitées, à des conflits avec les bandes fascistes, mais se refusent-ils à participer à des grèves économiques dispersées ?

« *Il faut comprendre les sentiments qui agitent les ouvriers désireux de passer à l'action* ». Il faut comprendre... Mais le malheur est que les auteurs eux-mêmes de la résolution ne comprennent rien. Quiconque fréquente les réunions ouvrières sait comme nous que les discours généraux sur les « revendications immédiates » laissent le plus souvent les auditeurs dans un état d'indifférence renfrognée ; par contre, les mots d'ordre révolutionnaires clairs et précis provoquent en réponse une vague de sympathie. Cette différence de réaction de la masse caractérise de la façon la plus claire la situation politique de notre pays.

« *Dans la période présente, la lutte économique nécessite de la part des ouvriers de lourds sacrifices* ». Il faudrait encore ajouter : et ce n'est que par exception qu'elle promet des résultats positifs. Et pourtant, la lutte pour les revendications immédiates a pour tâche d'améliorer la situation des ouvriers. En mettant cette lutte au premier plan, en renonçant pour elle aux mots d'ordre révolutionnaires, les staliniens considèrent, sans doute, que c'est précisément la lutte économique partielle qui est le plus capable de soulever de larges masses. Il s'avère justement le contraire : les masses ne font presque

aucun écho aux appels pour des grèves économiques. Comment peut-on donc en politique ne pas tenir compte des faits ?

Les masses comprennent ou sentent que dans les conditions de la crise et du chômage des conflits économiques partiels exigent des sacrifices inouïs, que ne justifieront en aucun cas les résultats obtenus. Les masses attendent et réclament d'autres méthodes, plus efficaces. Messieurs les stratèges, apprenez chez les masses : elles sont guidées par un sûr instinct révolutionnaire.

S'appuyant sur des citations mal assimilées de Lénine, les staliniens répètent : « *La lutte gréviste est possible même en temps de crise* ». Ils ne comprennent pas qu'il y a crise et crise. À l'époque du capitalisme ascendant, à la fois industriels et ouvriers, même pendant une crise aiguë, regardent en avant, vers la nouvelle ranimation prochaine. La crise actuelle est la règle, non l'exception. Dans le domaine purement économique, le prolétariat par la terrible pression de la catastrophe économique est rejeté dans une retraite désordonnée. D'autre part, le déclin du capitalisme pousse de tout son poids le prolétariat sur la voie de la lutte politique révolutionnaire de masse. Pourtant, la direction du Parti communiste tend de toutes ses forces à barrer cette voie. Ainsi, dans les mains des staliniens le programme des « revendications immédiates » devient un instrument de désorientation et de désorganisation du prolétariat. Cependant, une offensive politique (lutte pour le pouvoir) avec une défense armée active (milice) renverserait d'un seul coup le rapport des forces des classes et, chemin faisant, ouvrirait, pour les couches ouvrières les plus retardataires la possibilité d'une lutte économique victorieuse.

Le capitalisme agonisant, comme nous le savons, a aussi ses cycles, mais des cycles déclinants, malades. Seule la révolution prolétarienne peut mettre fin à la crise du système capitaliste. La crise conjoncturelle fera inévitablement place à une nouvelle et brève ranimation, si ne survient pas entre-temps la guerre ou la révolution.

En cas de ranimation de la conjoncture économique, la lutte gréviste pourra, sans aucun doute, prendre une étendue beaucoup plus grande. C'est pourquoi il faut suivre attentivement le mouvement du commerce et de l'industrie, particulièrement les changements dans le marché du travail sans se fier aux météorologues de l'école de Jouhaux et en aidant pratiquement les ouvriers à faire pression au moment nécessaire sur les capitalistes. Mais même dans le cas d'une lutte gréviste étendue il serait criminel de se borner à des revendications économiques partielles. La ranimation de la conjoncture ne peut être ni profonde, ni longue, car nous avons affaire avec les cycles d'un capitalisme irrémédiablement malade. La nouvelle crise-après une brève ranimation-peut se trouver être plus terrible, que la présente. Tous les problèmes fondamentaux surgiront de nouveau, et avec une force et une acuité redoublées. Si l'on perd du temps, la croissance du fascisme peut se révéler irrésistible.

Mais aujourd'hui, la ranimation économique n'est qu'une hypothèse. La réalité, c'est l'approfondissement de la crise, le service militaire de deux ans, le réarmement de l'Allemagne, le danger de guerre.

C'est de cette réalité qu'il faut partir. L'idée finale de la résolution programmatique du comité central couronne dignement tout l'édifice. Citons-la littéralement :

En combattant chaque jour pour soulager les masses laborieuses des misères que leur impose le régime capitaliste, les communistes soulignent que la libération définitive ne peut être obtenue que par l'abolition du régime capitaliste et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Cette formule ne sonnait pas mal à l'aube de la sociale-démocratie, il y a un demi-siècle et plus. La sociale-démocratie dirigeait alors non sans succès la lutte des ouvriers pour des revendications et des réformes isolées, pour ce qu'on appelait le « programme minimum », en « soulignant » bien que l'affranchissement définitif du prolétariat ne serait réalisé que par la révolution. Le « but final » du socialisme était alors tracé dans le lointain nébuleux des années. C'est cette conception, qui déjà à la veille de la guerre était complètement dépassée, que le comité central du Parti communiste a transportée inopinément dans notre époque, en la répétant mot pour mot, jusqu'à la dernière virgule. Et ces gens invoquent Marx et Lénine !

Quand ils « soulignent » que « l'affranchissement définitif » ne peut être obtenu que par l'abolition du régime capitaliste, ils s'ingénient à l'aide de cette vérité élémentaire à tromper les ouvriers. Car ils leur suggèrent l'idée qu'une certaine amélioration, même importante, peut être obtenue dans les cadres du régime actuel. Ils représentent le capitalisme pourrissant et déclinant comme leurs pères et leurs grands-pères représentaient le capitalisme robuste et ascendant. Le fait est indiscutable : les stalinien se parent des dépouilles du réformisme.

La formule politique marxiste, en fait, devrait être celle-ci :

En expliquant chaque jour aux masses que le capitalisme bourgeois pourrissant ne laisse pas de place non seulement pour l'amélioration de leur situation, mais même pour le maintien du niveau de misère habituel, en posant ouvertement devant les masses la tâche de la révolution socialiste comme la tâche immédiate de nos jours, en mobilisant les ouvriers pour la prise du pouvoir, en défendant les organisations ouvrières au moyen de la milice, les communistes (ou les socialistes) ne perdent pas, en même temps, une seule occasion pour arracher, chemin faisant, à l'ennemi telle ou telle concession partielle, ou, au moins, pour l'empêcher d'abaisser encore plus le niveau de vie des ouvriers.

Comparez attentivement cette formule aux lignes de la résolution du comité central citées plus haut. La différence, espérons-nous, est claire. D'un côté le stalinisme : de l'autre, le léninisme. Entre eux, un abîme.

L'augmentation des salaires, les conventions collectives, l'abaissement du prix de la vie... Mais que faire avec le chômage ?

Les communistes réclament l'ouverture de travaux publics À cet effet, ils élaborent des propositions concrètes adaptées à chaque situation locale ou régionale, ils préconisent les moyens de financer ces travaux (projet de prélèvement sur le capital, emprunts avec la garantie de l'État, etc.).

N'est-ce pas étonnant ? Cette recette de charlatan est copiée presque mot pour mot chez Jouhaux : les staliniens repoussent les revendications progressives du « Plan » et adoptent sa partie la plus fantaisiste et la plus utopique.

Les principales forces productives de la société sont paralysées ou demi-paralysées par la crise ; les ouvriers sont dans la torpeur devant les machines qu'ils ont créées. Le comité central sauveur propose : en dehors de l'économie capitaliste réelle, à côté d'elle, créer une autre économie capitaliste, sur la base de « travaux publics ».

Que l'on ne nous dise pas qu'il s'agit d'entreprises épisodique : le chômage actuel n'a pas un caractère épisodique ; ce n'est pas simplement un chômage conjoncturel, mais un chômage structurel, l'expression la plus pernicieuse du déclin capitaliste. Pour le faire disparaître, le comité central propose de créer un système de grands travaux, adapté à chaque région du pays, à l'aide d'un système particulier de financement, à côté des finances en désarroi du capitalisme. En un mot, le comité central du Parti communiste propose tout simplement au capitalisme de changer de domicile. Est-ce ce « plan » qu'on oppose à la lutte pour le pouvoir et au programme de nationalisation ! Il n'y a pas de pires opportunistes que les aventuristes effrayés.

Comment parvenir à la réalisation des travaux publics, au prélèvement sur le capital, aux emprunts garantis, etc., là-dessus on ne nous dit pas un mot. Sans doute, à l'aide de... pétitions. C'est le moyen d'action le plus opportun et le plus efficace. Aux pétitions ne résistent ni la crise, ni le fascisme, ni le militarisme. En outre, les pétitions font revivre l'industrie du papier et adoucissent le chômage. Notons donc : l'organisation de pétitions, partie fondamentale du système de travaux publics selon le plan de Thorez et compagnie. De qui ces gens se moquent-ils ? D'eux-mêmes ou du prolétariat ?

« Il est étonnant que le prolétariat supporte passivement de telles privations et de telles violences après une lutte de classes plus que centenaire ». On peut entendre à chaque pas cette phrase si hautaine de la bouche d'un socialiste ou d'un communiste en chambre. La résistance est insuffisante ? On met cette faute sur le dos des masses ouvrières. Comme si les partis et les syndicats se trouvaient à l'écart du prolétariat et n'étaient pas ses organes de lutte ! C'est précisément parce que le prolétariat, en résultat de l'histoire plus que centenaire de ses luttes, a créé ses organisations politiques et syndicales, qu'il lui est difficile, presque impossible, de mener sans elles et contre elles la

lutte contre le capital. Et pourtant, ce qui a été édifié comme le ressort de l'action est devenu un poids mort ou un frein.

Toute la situation inspire aux travailleurs l'idée que les actions révolutionnaires sont nécessaires pour changer toutes les conditions de l'existence. Mais précisément parce qu'il s'agit d'une lutte décisive, qui doit embrasser des millions d'hommes, son initiative repose naturellement sur les organisations dirigeantes, sur les partis ouvriers, sur le front unique. C'est d'eux que doivent partir un programme clair, des mots d'ordre, des mobilisations de combat. Pour soulever les masses, les partis doivent s'engager eux-mêmes, en ouvrant une campagne révolutionnaire hardie dans le pays. Mais les organisations dirigeantes, le Parti communiste y compris, n'en ont pas le courage. Le PCF rejette ses tâches et ses responsabilités sur les masses. Il exige que des millions d'hommes, laissés par lui sans direction révolutionnaire entreprennent des combats dispersés pour des revendications partielles et montrent ainsi aux bureaucrates sceptiques qu'ils sont prêts à mener la lutte. Peut-être alors les grands chefs consentiront-ils à commander l'offensive. Au lieu de diriger les masses, le comité central bureaucratique examine les masses, leur donne une mauvaise note et justifie ainsi son opportunisme et sa lâcheté.

Au moment de l'équilibre économique et politique relatif de la France (1929-1933), le comité central du Parti communiste proclama la « troisième période » et ne voulait se satisfaire que de la conquête de la rue par les barricades. Maintenant, au moment de la crise économique, sociale et politique, le même comité central se contente d'un modeste programme de « revendications immédiates ». Cette contradiction absurde est le produit complexe de plusieurs facteurs : l'effroi devant ses dernières fautes, l'incapacité de prêter l'oreille à la masse, l'habitude bureaucratique de prescrire au prolétariat une feuille de route toute faite, enfin, l'anarchie intellectuelle, résultat de zigzags, de falsifications, de mensonges et de répressions sans nombre.

L'auteur immédiat du nouveau programme est, sans doute, le « chef » actuel de l'Internationale communiste, Bela Kun, qui va toujours tour à tour de l'aventurisme à l'opportunisme. Ayant lu dans Lénine que les bolcheviks furent dans certaines conditions pour les grèves, et les mencheviks contre, Kun fonda en un clin d'œil sur cette découverte sa politique « réaliste ». Mais pour son malheur, Kun n'avait pas ouvert Lénine... à la bonne page.

À certaines périodes, les grèves économiques jouèrent réellement un rôle énorme dans le mouvement révolutionnaire du prolétariat russe. Or, le capitalisme russe n'était pas pourri à ce moment-là, mais grandissait et s'élevait rapidement. Le prolétariat russe était une classe vierge et les grèves étaient pour lui la première forme d'éveil et d'activité. Enfin, le large débordement des grèves coïncidait chaque fois avec l'essor conjoncturel de l'industrie.

Aucune de ces conditions n'existe en France. Le prolétariat français a derrière lui une grandiose école de révolution, de lutte syndicale et parlementaire, avec tout l'héritage positif et négatif de ce riche passé. Il serait difficile d'attendre un débordement spontané du mouvement gréviste en France, même en période d'essor économique, d'autant plus lorsque la crise conjoncturelle approfondit les plaies du déclin capitaliste.

Non moins important est l'autre côté de la question. Au moment du premier mouvement gréviste impétueux en Russie, il y eut une seule fraction de la sociale-démocratie russe qui tenta de se borner à des revendications économiques partielles : ce fut ceux qu'on appela les « économistes ». Selon leur opinion, il fallait repousser le mot d'ordre : « À bas l'autocratie ! » jusqu'à l'apparition d'une « situation révolutionnaire ». Lénine jugea les « économistes » comme de misérables opportunistes. Il montra qu'il fallait préparer activement une situation révolutionnaire même en période de mouvement gréviste.

Il est en général absurde de tenter de transporter mécaniquement en France les diverses étapes et les divers épisodes du mouvement révolutionnaire russe. Mais il est encore moins possible de le faire à la manière de Bela Kun, qui ne connaît ni la Russie, ni la France, ni le marxisme. À l'école de Lénine, il faut apprendre la méthode d'action et non pas changer le léninisme en citations et en recettes, bonnes pour tous les cas de la vie.

Ainsi, la situation en France, selon l'opinion des staliniens, n'est pas révolutionnaire ; les mots d'ordre révolutionnaires, par ce fait, sont inopportuns ; il faut concentrer toute l'attention sur les grèves économiques et les revendications partielles. Tel est le programme. C'est un programme opportuniste et sans vie, mais c'est un programme.

À côté de lui, il y en a, pourtant, un autre. *L'Humanité* répète chaque jour le triple mot d'ordre : « La paix, le pain, la liberté ». C'est sous ce drapeau, explique *L'Humanité*, que les bolcheviks ont vaincu en 1917. À la suite des staliniens, Just répète la même idée. Très bien. Mais en 1917, en Russie, il y avait une situation notoirement révolutionnaire. Comment donc des mots d'ordre qui ont assuré le succès de la révolution prolétarienne se trouvent-ils bons comme « revendications immédiates » dans une situation non-révolutionnaire ? Que les augures de *L'Humanité* nous expliquent à nous, simples mortels, ce mystère.

Nous, pour notre part, nous rappellerons quelles « revendications immédiates » renfermait le triple mot d'ordre des bolcheviks.

« Pour la paix ! » Cela signifiait en 1917, dans les conditions de la guerre, la lutte contre tous les partis patriotiques, des monarchistes aux mencheviks, la revendication de la publication de tous les traités secrets, la mobilisation révolutionnaire des soldats contre le commandement et l'organisation de la

fraternisation sur les fronts. « Pour la paix ! », cela signifiait un défi au militarisme de l'Autriche et de l'Allemagne, d'une part, de l'Entente, de l'autre. Le mot d'ordre des bolcheviks signifiait ainsi la politique la plus hardie et la plus révolutionnaire qu'ait jamais connue l'histoire de l'humanité.

« Lutter » pour la paix en 1935, en alliance avec Herriot et les « pacifistes » bourgeois, c'est-à-dire les impérialistes hypocrites, signifie simplement soutenir le statu quo, bon au moment présent pour la bourgeoisie française. Cela signifie endormir et démoraliser les ouvriers par les illusions du « désarmement », des « pactes de non-agression », par le mensonge de la Société des Nations, en préparant une nouvelle capitulation des partis ouvriers au moment où la bourgeoisie française ou ses rivaux trouveront bon de renverser le statu quo.

« Pour le pain ! » Cela signifiait pour les bolcheviks en 1917 l'expropriation de la terre et des réserves de blé chez les propriétaires fonciers et les spéculateurs et le monopole du commerce du blé dans les mains du gouvernement des ouvriers et des paysans. Que signifie « Pour le pain ! » chez nos staliniens en 1935 ? Une simple répétition verbale !

« Pour la liberté ! » Les bolcheviks montraient aux masses que la liberté reste une fiction, tant que les écoles, la presse, les lieux de réunion restent dans les mains de la bourgeoisie. « Pour la liberté ! » signifiait : la prise du pouvoir par les soviets, l'expropriation des propriétaires fonciers, le contrôle ouvrier sur la production.

« Pour la liberté ! », en alliance avec Herriot et les vénérables dames des deux sexes de la Ligue des droits de l'homme, signifie soutenir les gouvernements semi-bonapartistes, semi-parlementaires, et rien d'autre. La bourgeoisie a besoin actuellement non seulement des bandes de La Rocque, mais aussi de la réputation « gauche » de Herriot. Le capital financier s'occupe d'armer les fascistes. Les staliniens restaurent la réputation gauche de Herriot à l'aide des mascarades du « Front populaire ». Voilà à quoi servent en 1935 les mots d'ordre de la Révolution d'Octobre !

À titre de seul exemple de la nouvelle politique « réaliste », la résolution du comité central raconte que les chômeurs de Villejuif mangent la soupe des Croix-de-feu et crient : « La Rocque au poteau ! ». Combien d'hommes mangent la soupe, combien crient, on ne nous le dit pas : les staliniens ne peuvent souffrir les chiffres. Mais là n'est pas la question... Jusqu'où doit tomber le parti « révolutionnaire », pour, dans une résolution programmatique, ne pas trouver d'autre exemple de politique prolétarienne que les cris impuissants d'ouvriers accablés et affamés, contraints de se nourrir des miettes de la philanthropie fasciste. Et ces chefs ne se sentent ni humiliés, ni honteux !

Marx citait une fois, en parlant de certains de ses disciples, les paroles de Heine : « *J'ai semé des dragons, et j'ai récolté des puces* ». Nous craignons

bien que les fondateurs de la 3^e Internationale ne doivent répéter ces mêmes paroles... Et pourtant, notre époque a besoin non pas de puces, mais de dragons !

LA LUTTE CONTRE LE FASCISME ET LA GRÈVE GÉNÉRALE

Le programme de l'Internationale communiste, écrit en 1928, dans la période de déclin théorique de l'IC, dit : « *L'époque de l'impérialisme est l'époque du capitalisme agonisant* ». En soi, cette affirmation, formulée bien auparavant par Lénine, est absolument indiscutable et a une importance décisive pour la politique du prolétariat à notre époque. Mais les auteurs du programme de l'Internationale communiste n'ont absolument pas compris la thèse mécaniquement adoptée par eux sur le capitalisme agonisant ou pourrissant. Cette incompréhension apparut d'une façon particulièrement claire dans la question la plus brûlante pour nous : le fascisme.

Le programme de l'Internationale communiste dit à ce sujet : « *A côté de la sociale-démocratie, qui aide la bourgeoisie à étouffer le prolétariat et à endormir sa vigilance, apparaît le fascisme* ». L'Internationale communiste n'a pas compris que la mission du fascisme n'est pas d'agir à côté de la sociale-démocratie, mais d'écraser toutes les anciennes organisations ouvrières, y compris les organisations réformistes. La tâche du fascisme, c'est, selon les termes du programme, « *anéantir les couches communistes du prolétariat et leurs cadres dirigeants* ». Le fascisme ne menacerait absolument pas la sociale-démocratie et les syndicats réformistes ; au contraire, la sociale-démocratie elle-même jouerait de plus en plus un « *rôle fasciste* ». Le fascisme ne ferait que compléter l'œuvre du réformisme, en agissant « *à côté de la sociale-démocratie* ».

Nous citons non pas l'article de quelconques Thorez ou Duclos qui se contredisent à chaque pas, mais le document fondamental de l'Internationale communiste, son programme (chapitre 11, paragraphe 3 : « La crise du capitalisme et le fascisme ») Nous avons là devant nous tous les éléments fondamentaux de la théorie du social-fascisme. Les chefs de l'Internationale communiste n'ont pas compris que le capitalisme pourrissant ne peut plus s'accommoder de la sociale-démocratie la plus modérée et la plus servile, ni en tant que parti au pouvoir ni en tant que parti dans l'opposition. Le fascisme est appelé à prendre place non pas « à côté de la sociale-démocratie » mais sur ses os. C'est précisément de là que vinrent la possibilité, la nécessité et l'urgence du front unique. Mais la malheureuse direction de l'Internationale communiste n'a tenté d'appliquer la politique du front unique que dans la période où celle-ci n'était pas imposée à la sociale-démocratie. Dès que la situation du réformisme fut ébranlée et que la sociale-démocratie tomba sous les coups, l'Internationale communiste se refusa au front unique. Ces gens ont le fâcheux penchant de mettre un manteau en été et d'aller en hiver sans même une feuille de vigne !

Malgré l'expérience instructive de l'Italie, l'Internationale communiste a inscrit sur son drapeau l'aphorisme génial de Staline : « *La sociale-démocratie et le fascisme ne sont pas des antipodes, mais des jumeaux* ». C'est la principale cause de la défaite du prolétariat allemand. Certes, dans la question du front unique, l'IC a accompli un brusque tournant : les faits se sont trouvés plus puissants que le programme. Mais le programme de l'Internationale communiste n'a été ni supprimé, ni modifié. Ses erreurs fondamentales n'ont pas été expliquées aux ouvriers. Les chefs de l'Internationale communiste, qui ont perdu confiance en eux-mêmes, conservent pour tous les cas un pont de retraite vers les positions du « social-fascisme ». Cela donne à la politique du front unique un caractère sans principe, diplomatique et instable.

L'incompréhension du sens de la thèse de Lénine sur le capitalisme agonisant donne à toute la politique actuelle du Parti communiste français un caractère d'impuissance criarde, complétée par des illusions réformistes. Alors que le fascisme représente le produit organique du déclin capitaliste, les staliniens sont subitement persuadés de la possibilité de mettre fin au fascisme sans toucher aux bases de la société bourgeoise.

Le 6 mars, Thorez écrivait pour la 101^e fois dans *L'Humanité* :

Afin d'assurer l'échec définitif du fascisme, nous proposons de nouveau au Parti socialiste l'action commune pour la défense des revendications immédiates...

Tout ouvrier conscient doit bien réfléchir à cette phrase « programmatique ». Le fascisme, comme nous le savons, naît de l'union du désespoir des classes moyennes et de la politique terroriste du grand capital. Les « revendications immédiates » ce sont les revendications qui ne sortent pas du cadre du capitalisme. Comment donc, en restant sur le terrain du capitalisme pourrissant, peut-on « assurer l'échec définitif » (!) du fascisme ?

Quand Jouhaux dit : « *en mettant fin à la crise* (ce n'est pas si simple !), *nous aurons vaincu par cela même le fascisme* », Jouhaux, au moins, est fidèle à lui-même : il garde encore et toujours espoir dans la régénération et le rajeunissement du capitalisme. Or, les staliniens reconnaissent en paroles l'inéluctabilité de la décomposition prochaine du capitalisme. Comment peuvent-ils donc promettre d'assainir la superstructure politique, en assurant l'échec définitif du fascisme, et en même temps laisser intacte la base économique pourrissante de la société ?

Pensent-ils que le grand capital peut à sa guise faire tourner la roue de l'histoire en arrière et se mettre de nouveau sur la voie des concessions et des « réformes » ? Croient-ils que la petite bourgeoisie peut être sauvée, à l'aide de « revendications immédiates » de la ruine croissante, du déclassement et du désespoir ? Comment accorder alors ces illusions trade-unionistes et réformistes avec la thèse sur le capitalisme agonisant ?

Prise dans son plan théorique, la position du Parti communiste représente, comme nous le voyons, l'absurdité la plus complète. Regardons comment apparaît cette position à la lumière de la lutte pratique.

Le 28 février, Thorez exprimait dans les termes suivants la même idée centrale et absolument fausse de la politique actuelle du Parti communiste :

Pour battre définitivement le fascisme, il faut de toute évidence enrayer l'offensive économique du capital contre le niveau de vie des masses travailleuses.

Pourquoi la milice ouvrière ? Pourquoi une lutte directe contre le fascisme ? Il faut tendre à élever le niveau de vie des masses et le fascisme disparaîtra comme par enchantement.

Hélas ! dans ces lignes, toute la perspective de la lutte prochaine est complètement défigurée, les relations réelles sont mises la tête en bas. Les capitalistes viennent au fascisme non pas selon leur bon plaisir, mais par nécessité : ils ne peuvent plus conserver la propriété privée des moyens de production qu'en menant l'offensive contre les ouvriers, en renforçant l'oppression, en semant autour d'eux la misère et le désespoir. Craignant en même temps la riposte inévitable des ouvriers, les capitalistes, par l'entremise de leurs agents, excitent la petite bourgeoisie contre le prolétariat, en accusant celui-ci de rendre la crise plus longue et plus profonde, et financent les bandes fascistes pour écraser les ouvriers.

Si la riposte des ouvriers à l'offensive du capital se renforce demain, si les grèves deviennent plus fréquentes et plus importantes, le fascisme, à l'encontre des paroles de Thorez, ne disparaîtra pas, mais au contraire grandira deux fois plus. La croissance du mouvement gréviste provoquera une mobilisation des briseurs de grève. Tous les bandits « patriotes » entreront dans le mouvement. Des attaques quotidiennes contre les ouvriers viendront à l'ordre du Jour. Fermer les yeux là-dessus, c'est aller à une perte assurée.

Est-ce à dire, répliqueront Thorez et consorts, qu'il ne faut pas riposter ? Et suivront à notre adresse les injures habituelles, par-dessus lesquelles nous passerons, comme par-dessus une flaque d'eau sale. Non, il est nécessaire de riposter. Nous n'appartenons nullement à l'école qui pense que le meilleur moyen de sauvegarde est le silence, la retraite, la capitulation. « Ne provoquez pas l'ennemi ! », « Ne vous défendez pas ! », « Ne vous armez pas ! », « Couchez-vous sur le dos, les quatre pattes en l'air ! » Il faut chercher les théoriciens de cette école stratégique non pas chez nous, mais à la rédaction de *L'Humanité* ! Il est nécessaire au prolétariat de riposter s'il ne veut pas être écrasé. Mais alors aucune illusion réformiste et pacifiste n'est admissible. La lutte sera féroce. Il faut prévoir d'avance les conséquences inévitables de la riposte et s'y préparer.

Par son offensive actuelle, la bourgeoisie donne un caractère nouveau, incomparablement plus aigu, à la relation entre la situation économique et la situation sociale du capitalisme pourrissant. Exactement de même les ouvriers doivent aussi donner à leur défense un caractère nouveau, qui réponde aux méthodes de l'ennemi de classe. En se défendant contre les coups économiques du capital, il faut savoir défendre en même temps ses organisations contre les bandes mercenaires du capital. Il est impossible de le faire autrement qu'à l'aide de la milice ouvrière. Aucune affirmation verbale, aucun cri, aucune injure de *L'Humanité* ne pourront infirmer cette conclusion. En particulier à l'adresse des syndicats il est nécessaire de dire : camarades, vos locaux et vos journaux seront saccagés, vos organisations réduites en poussière, si vous ne passez pas immédiatement à la création de détachements de défense syndicale (« milice syndicale »), si vous ne démontrez pas en fait que vous ne céderez pas au fascisme un seul pouce sans combat.

Dans le même article du 28 février, Thorez se plaint :

Le Parti socialiste n'a pas accepté nos propositions d'une large action, grève y compris, contre les décrets-lois toujours en vigueur.

Grève y compris ? Quelle grève ? Puisqu'il s'agit de l'abolition des décrets-lois, ce que Thorez a en vue, apparemment, ce sont non pas des grèves économiques partielles, mais la grève générale, c'est-à-dire politique. Il ne prononce pas les mots de « grève générale » pour ne pas faire remarquer qu'il ne fait que répéter notre ancienne proposition. A quelles ruses humiliantes doivent avoir recours ces pauvres gens pour masquer leurs oscillations et leurs contradictions !

Ce procédé est devenu, semble-t-il, une méthode. Dans la lettre ouverte du 12 mars, le comité central du Parti communiste propose au Parti socialiste d'ouvrir contre le service militaire de deux ans une campagne décisive « par tous les moyens, y compris la grève ». De nouveau la même formule mystérieuse ! Le comité central a, évidemment, en vue la grève comme moyen de lutte politique, c'est-à-dire révolutionnaire. Mais pourquoi donc craint-il alors de prononcer tout haut le mot de grève générale et parle-t-il de grève tout court ? Avec qui le comité central joue-t-il à cache-cache ? N'est-ce pas avec le prolétariat ?

Mais si on laisse de côté ces procédés déplacés pour sauver le « prestige », il reste le fait que le comité central du Parti communiste propose pour la lutte contre la législation bonapartiste de Doumergue-Flandin la grève générale. Nous sommes pleinement d'accord avec cela. Mais nous exigeons que les chefs des organisations ouvrières comprennent eux-mêmes et expliquent aux masses ce que signifie dans les conditions actuelles la grève générale et comment il faut s'y préparer.

Déjà une simple grève économique exige d'ordinaire une organisation de combat, en particulier des piquets. Dans les conditions de l'exacerbation actuelle de la lutte des classes, de provocation et de terreur fascistes, une sérieuse organisation de piquets est la condition vitale de tout conflit économique important. Imaginons, pourtant, que quelque chef de syndicat déclare : « Il ne faut pas de piquets, c'est une provocation, il suffit de l'autodéfense des grévistes ! » N'est-il pas évident que les ouvriers devraient conseiller amicalement à un tel « chef » d'aller à l'hôpital, sinon directement dans un asile d'aliénés. C'est que les piquets représentent précisément l'organe le plus important de l'autodéfense des grévistes !

Étendons ce raisonnement à la grève générale. Nous avons en vue non pas une simple manifestation, ni une grève symbolique d'une heure ou même de 24 heures, mais une opération de combat, avec le but de contraindre l'adversaire à céder. Il n'est pas difficile de comprendre quelle exacerbation terrible de la lutte des classes signifierait la grève générale dans les conditions actuelles ! Les bandes fascistes surgiraient de toutes parts comme des champignons après la pluie et tenteraient de toutes leurs forces d'apporter le trouble, la provocation et la désagrégation dans les rangs grévistes. Comment pourrait-on préserver la grève générale de victimes superflues et même d'un complet écrasement sinon à l'aide de détachements de combat ouvriers sévèrement disciplinés ? La grève générale est une grève partielle généralisée. La milice ouvrière est le piquet de grève généralisé. Seuls des bavards et des fanfarons misérables peuvent dans les conditions actuelles jouer avec l'idée de la grève générale, en se refusant en même temps à un travail opiniâtre pour la création de la milice ouvrière !

Mais les malheurs du comité central du Parti communiste ne sont pas finis.

La grève générale, comme le sait tout marxiste, est un des moyens de lutte les plus révolutionnaires. La grève générale ne se trouve possible que lorsque la lutte des classes s'élève au-dessus de toutes les exigences particulières et corporatives, s'étend à travers tous les compartiments des professions et des quartiers, efface les frontières entre les syndicats et les partis, entre la légalité et l'illégalité et mobilise la majorité du prolétariat, en l'opposant activement à la bourgeoisie et à l'État. Au-dessus de la grève générale, il ne peut y avoir que l'insurrection armée. Toute l'histoire du mouvement ouvrier témoigne que toute grève générale, quels que soient les mots d'ordre sous lesquels elle soit apparue, a une tendance interne à se transformer en conflit révolutionnaire déclaré, en lutte directe pour le pouvoir. En d'autres termes : la grève générale n'est possible que dans les conditions d'une extrême tension politique et c'est pourquoi elle est toujours l'expression indiscutable du caractère révolutionnaire de la situation. Comment, en ce cas, le comité central peut-il proposer la grève générale ? « La situation n'est pas révolutionnaire ! »

Peut-être Thorez nous objectera-t-il qu'il a en vue non pas la véritable grève générale, mais une petite grève bien docile, tout juste bonne pour l'usage propre de la rédaction de *L'Humanité* ? Ou, peut-être, ajoutera-t-il discrètement que, prévoyant le refus des chefs de la SFIO, il ne risque rien en leur proposant la grève générale ? Mais le plus vraisemblable est que Thorez, en guise d'objection, nous accusera simplement de monter un complot avec le ministre Chiappe, le roi Alphonse XIII et le pape : ce sont les réponses qui réussissent le mieux à Thorez !

Mais tout ouvrier communiste, qui a une tête sur les épaules, doit réfléchir aux contradictions criantes de ses malheureux chefs : il est impossible, voyez-vous, de bâtir la milice ouvrière parce que la situation n'est pas révolutionnaire ; il est même impossible de faire de la propagande en faveur de l'armement du prolétariat, c'est-à-dire de préparer les ouvriers à la situation révolutionnaire future ; mais il est possible, semble-t-il, d'appeler maintenant même les ouvriers à la grève générale, malgré l'absence de situation révolutionnaire. En vérité on dépasse ici toutes les bornes de l'étourderie et de l'absurdité !

Dans toutes les réunions, on peut entendre les communistes répéter le mot d'ordre, qui leur est resté en héritage de la « troisième période » : « Les soviets partout ! » Il est absolument évident que ce mot d'ordre, si on le prend au sérieux, a un caractère profondément révolutionnaire : il est impossible d'établir le régime des soviets autrement qu'au moyen de l'insurrection armée contre la bourgeoisie. Mais l'insurrection armée suppose une arme dans les mains du prolétariat. Ainsi le mot d'ordre des « soviets partout » et le mot d'ordre de « l'armement des ouvriers » sont étroitement et indissolublement liés l'un à l'autre. Pourquoi donc le premier mot d'ordre est-il sans cesse répété par les stalinien et le second déclaré "provocation des trotskystes" ?

Notre perplexité est d'autant plus légitime que le mot d'ordre de l'armement des ouvriers correspond beaucoup plus à la situation politique actuelle et à l'état psychologique du prolétariat. Le mot d'ordre des « soviets » a, par son essence même, un caractère offensif et suppose une révolution victorieuse. Pourtant le prolétariat se trouve actuellement dans une situation défensive. Le fascisme le menace directement d'écrasement physique. La nécessité de la défense, même les armes à la main, est actuellement plus compréhensible et plus à la portée de masses beaucoup plus larges que l'idée de l'offensive révolutionnaire. Ainsi le mot d'ordre de l'armement peut à l'étape présente compter sur un écho beaucoup plus large et beaucoup plus actif que le mot d'ordre des soviets. Comment donc un parti ouvrier peut-il, s'il n'a pas véritablement trahi les intérêts de la révolution, laisser échapper une situation si exceptionnelle et compromettre malhonnêtement l'idée de l'armement au lieu de la populariser ardemment ?

Nous sommes prêts à reconnaître que notre question est dictée par notre nature « contre-révolutionnaire », en particulier par nos aspirations à provoquer l'intervention militaire : on sait que dès que l'empereur du Japon et Hitler se seront persuadés par notre question qu'un courant d'air souffle dans les têtes de Kun et de Thorez, ils déclareront la guerre à l'URSS.

Tout cela a été irréfutablement établi par Duclos et n'a pas besoin de preuves. Mais, tout de même, daignez répondre : comment peut-on arriver aux soviets sans insurrection armée ? Comment arriver à l'insurrection sans armement des ouvriers ? Comment se défendre contre le fascisme sans armes ? Comment arriver à l'armement, même partiel, sans propagande pour ce mot d'ordre ?

À une question de ce genre, il n'y a pas de réponse a priori, c'est-à-dire toute faite d'avance. Pour avoir une réponse, il faut savoir interroger. Qui ? La masse. Comment l'interroger ? Au moyen de l'agitation.

L'agitation n'est pas seulement le moyen de communiquer à la masse tels ou tels mots d'ordre, d'appeler les masses à l'action, etc. L'agitation est aussi pour le parti un moyen de prêter l'oreille à la masse, de sonder son état d'esprit et ses pensées et, selon les résultats, de prendre telle ou telle décision pratique. C'est seulement les staliniens qui ont transformé l'agitation en un monologue criard : pour les marxistes, pour les léninistes, l'agitation est toujours un dialogue avec la masse.

Mais pour que ce dialogue donne les résultats nécessaires, le parti doit apprécier correctement la situation générale dans le pays et tracer la voie générale de la lutte prochaine. À l'aide de l'agitation et du sondage de la masse, le parti doit apporter dans sa conception les corrections et les précisions nécessaires, en particulier dans tout ce qui concerne le rythme du mouvement et les dates des grandes actions.

La situation dans le pays a été définie plus haut : elle a un caractère prérévolutionnaire avec le caractère non-révolutionnaire de la direction du prolétariat. Et puisque la politique du prolétariat est le principal facteur dans le développement d'une situation révolutionnaire, le caractère non-révolutionnaire de la direction prolétarienne entrave la transformation de la situation prérévolutionnaire en situation révolutionnaire déclarée, et par cela même contribue à la transformer en situation contre-révolutionnaire.

Dans la réalité objective il n'y a pas, bien entendu, de strictes délimitations entre les différents stades du processus politique. Une étape s'insère dans l'autre, en résultat de quoi la situation révèle diverses contradictions. Ces contradictions, assurément, rendent plus difficiles le diagnostic et le pronostic, mais ne les rendent nullement impossibles.

Les forces du prolétariat français non seulement ne sont pas épuisées, mais sont même intactes. Le fascisme comme facteur politique dans les masses

petites-bourgeoises est encore relativement faible (quoique beaucoup plus puissant, malgré tout, qu'il semble aux parlementaires). Ces deux faits politiques très importants permettent de dire avec une ferme conviction : rien n'est encore perdu, la possibilité de transformer la situation prérévolutionnaire en situation révolutionnaire est encore complètement ouverte.

Or, dans un pays capitaliste comme la France, il ne peut y avoir de luttes révolutionnaires sans grève générale : si les ouvriers et les ouvrières, pendant les journées décisives, restent dans les usines, qui donc se battra ? La grève générale s'inscrit ainsi à l'ordre du jour.

Mais la question du moment de la grève générale est la question de savoir si les masses sont prêtes à lutter et si les organisations ouvrières sont prêtes à les mener au combat.

Est-il vrai pourtant qu'il ne manque que la direction révolutionnaire ? N'y a-t-il pas une grande force de conservatisme dans les masses elles-mêmes, dans le prolétariat ? Des voix s'élèvent de différents côtés. Et ce n'est pas étonnant ! Quand approche une crise révolutionnaire, de nombreux chefs, qui craignent les responsabilités, se cachent derrière le pseudo-conservatisme des masses. L'histoire nous enseigne que quelques semaines et même quelques jours avant l'insurrection d'octobre, des bolcheviks marquants comme Zinoviev, Kamenev, Rykov (de certains comme Losovsky, Manouïlsky, etc., inutile de parler) affirmaient que les masses étaient fatiguées et ne voulaient pas se battre. Et pourtant Zinoviev, Kamenev et Rykov, comme révolutionnaires, étaient cent coudées au-dessus des Cachin, Thorez et Monmousseau.

Celui qui dit que notre prolétariat ne veut ou n'est pas capable de mener la lutte révolutionnaire, celui-là lance une calomnie, en reportant sa propre mollesse et sa propre lâcheté sur les masses laborieuses. Jusqu'à maintenant il n'y a eu aucun cas ni à Paris ni en province où les masses soient restées sourdes à l'appel d'en-haut.

Le plus grand exemple est la grève générale du 12 février 1934. Malgré la complète division de la direction, l'absence de toute préparation sérieuse, les efforts tenaces des chefs de la CGT de réduire le mouvement au minimum, puisque ne pouvant pas l'éviter complètement, la grève générale eut le succès le plus grand qu'elle pût avoir dans les conditions données. C'est clair : les masses voulaient combattre. Tout ouvrier conscient doit se dire : la pression de la base doit être bien puissante, si Jouhaux lui-même est sorti pour un moment de l'immobilité. Certes, il ne s'agissait pas d'une grève générale au sens propre, mais seulement d'une manifestation de 24 heures. Mais cette limitation ne fut pas apportée par les masses : elle fut dictée d'en haut.

La manifestation de la place de la République, le 10 février de cette année, confirme la même conclusion. Le seul instrument qu'aient utilisé les centres dirigeants pour la préparation fut la lance de pompiers. Le seul mot d'ordre

que les masses entendirent fut : chut ! chut ! Et, néanmoins, le nombre des manifestants dépassa toutes les attentes. En province, la chose s'est présentée et se présente dans la dernière année absolument de la même façon. Il est impossible d'apporter un seul fait sérieux qui témoignerait que les chefs veulent lutter et que les masses se refuseraient à les suivre. Toujours et partout, on observa un rapport absolument inverse. Il garde toute sa force encore aujourd'hui. La base veut lutter, les sommets freinent. C'est là le principal danger et il peut aboutir à une véritable catastrophe.

Le même rapport se retrouve, non seulement entre les partis (ou les syndicats) et le prolétariat, mais aussi à l'intérieur de chacun des partis. Ainsi, Frossard n'a pas, dans la base de la SFIO, le moindre appui : seuls, le soutiennent les députés et les maires, qui veulent que tout reste comme par le passé. Au contraire, Marceau Pivert, grâce à ses interventions de plus en plus claires et résolues, devient dans la base une des figures les plus populaires. Nous le reconnaissons d'autant plus volontiers que nous n'avons jamais renoncé dans le passé, comme nous n'y renoncerons pas dans l'avenir, à dire ouvertement quand nous ne sommes pas d'accord avec Pivert.

Pris comme symptôme politique, ce fait dépasse pourtant de loin, par son importance, la question personnelle de Frossard et de Pivert : il montre la tendance générale du développement. La base du Parti socialiste, comme du Parti communiste, est plus à gauche, plus révolutionnaire, plus hardie que ses sommets : c'est précisément pourquoi elle est prête à donner sa confiance seulement aux chefs de gauche. Plus encore : elle pousse les socialistes sincères toujours plus à gauche. Pourquoi donc la base se radicalise-t-elle elle-même ? Parce qu'elle se trouve en contact direct avec les masses populaires, avec leur misère, avec leur révolte, avec leur haine. Ce symptôme est infail-
lible. On peut se fier à lui.

Les chefs du Parti communiste peuvent, certes, invoquer le fait que les masses ne font pas écho à leurs appels. Or, ce fait n'infirme pas, mais confirme notre analyse. Les masses ouvrières comprennent ce que ne comprennent pas les « chefs », c'est-à-dire : dans les conditions d'une très grande crise sociale une seule lutte économique partielle, qui exige d'énormes efforts et d'énormes sacrifices, ne peut pas donner de résultats sérieux. Pis encore : elle peut affaiblir et épuiser le prolétariat. Les ouvriers sont prêts à participer à des manifestations de lutte et même à la grève générale, mais non pas à de petites grèves épuisantes sans perspective. Malgré les appels, les manifestes et les articles de *L'Humanité*, les agitateurs communistes n'apparaissent presque nullement devant les masses en prêchant des grèves au nom des « revendications partielles immédiates ». Ils sentent que les plans bureaucratiques des chefs ne correspondent absolument pas à la situation objective, ni à l'état d'esprit des masses. Sans grande perspective, les masses ne pourront et ne commenceront à lutter. La politique de *L'Humanité* est la poli-

tique d'un pseudo-« réalisme » artificiel et faux. L'insuccès de la CGTU dans la déclaration de grèves partielles est la confirmation indirecte, mais très réelle de la profondeur de la crise et de la tension morale dans les quartiers ouvriers.

Il ne faut pourtant pas croire que la radicalisation des masses continuera d'elle-même, automatiquement. La classe ouvrière attend une initiative de ses organisations. Quand elle en sera venue à la conclusion que ses attentes sont trompées-et cette heure n'est, peut-être, pas si loin-le processus de radicalisation se brisera, se transformera en manifestations de découragement, de prostration, en des explosions isolées de désespoir. À la périphérie du prolétariat, des tendances anarchistes côtoieront des tendances fascistes. Le vin se sera changé en vinaigre.

Les changements de l'état d'esprit politique des masses exigent la plus grande attention. Sonder cette dialectique vivante à chaque étape, c'est la tâche de l'agitation. Actuellement, le front unique reste criminellement à la fois en retard sur le développement de la crise sociale et sur l'état d'esprit des masses. Il est encore possible de rattraper le temps perdu. Mais il ne faut plus perdre de temps. L'histoire compte maintenant non pas par années, mais par mois et par semaines.

Pour déterminer à quel degré les masses sont prêtes à la grève générale et en même temps renforcer l'état d'esprit combatif des masses, il faut mettre devant elles un programme d'action révolutionnaire. Des mots d'ordre partiels tels que l'abolition des décrets-lois bonapartistes et du service militaire de deux ans trouveront, assurément, dans ce programme une place marquante. Mais ces deux mots d'ordre épisodiques sont absolument insuffisants.

Au-dessus de toutes les tâches et revendications partielles de notre époque se trouve la question du pouvoir. Depuis le 6 février 1934, la question du pouvoir est posée ouvertement comme une question de force. Les élections municipales et parlementaires peuvent avoir leur importance, en tant qu'évaluation des forces-pas plus. La question sera tranchée par le conflit déclaré des deux camps. Les gouvernements du type Doumergue, Flandin, etc., n'occupent l'avant-scène que jusqu'au jour du dénouement définitif. Demain, ce sera ou bien le fascisme ou bien le prolétariat qui gouvernera la France.

Précisément parce que le régime étatique intermédiaire actuel est extrêmement instable, la grève générale peut donner de très grands succès partiels, en contraignant le gouvernement à en venir à des concessions dans la question des décrets-lois bonapartistes, du service militaire de deux ans, etc. Mais un tel succès, extrêmement précieux et important en lui-même, ne rétablira pas l'équilibre de la « démocratie » : le capital financier redoublera les subsides au fascisme et la question du pouvoir, peut-être après une courte pause, se posera avec une force redoublée.

L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut donner, mais aussi ne pas donner, est dans le fait qu'elle pose d'une façon révolutionnaire la question du pouvoir. Arrêtant les usines, les transports, en général tous les moyens de liaison, les stations électriques, etc., le prolétariat paralyse par cela même non seulement la production, mais aussi le gouvernement. Le pouvoir étatique reste suspendu en l'air. Il doit, soit dompter le prolétariat par la faim et par la force, en le contraignant à remettre de nouveau en mouvement la machine de l'Etat bourgeois, soit céder la place devant le prolétariat.

Quels que soient les mots d'ordre et le motif pour lesquels la grève générale a surgi, si elle embrasse les véritables masses et si ces masses sont bien décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement devant toutes les classes de la nation la question : qui va être le maître de la maison ?

Les chefs du prolétariat doivent comprendre cette logique interne de la grève générale, sinon ce ne sont pas des chefs, mais des dilettantes et des aventuriers. Politiquement, cela signifie : les chefs sont tenus dès maintenant de poser devant le prolétariat le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Sinon, ils ne doivent pas se hasarder à parler de grève générale. Mais en renonçant à la grève générale, ils renoncent par cela même à toute lutte révolutionnaire, c'est-à-dire ils livrent le prolétariat au fascisme.

Ou la capitulation complète ou la lutte révolutionnaire pour le pouvoir - telle est l'alternative qui découle de toutes les conditions de la crise actuelle. Celui qui n'a pas compris cette alternative n'a rien à faire dans le camp du prolétariat.

La question de la grève générale se complique par le fait que la CGT proclame son monopole à déclarer et à conduire la grève générale. Il en résulte que cette question ne regarde pas du tout les partis ouvriers. Et ce qui est, à première vue, le plus étonnant, c'est qu'il se trouve des parlementaires socialistes qui pensent que cette prétention est dans l'ordre des choses ; en vérité, ils veulent simplement se débarrasser de cette responsabilité.

La grève générale, comme l'indique déjà son nom, a pour but d'embrasser, autant que possible, tout le prolétariat. La CGT ne réunit dans ses rangs probablement pas plus de 5 à 8 % du prolétariat. L'influence propre de la CGT en dehors des limites des syndicats est absolument insignifiante, dans la mesure où, dans telle ou telle question, elle ne coïncide pas avec l'influence des partis ouvriers. Peut-on, par exemple, comparer l'influence du *Peuple* à l'influence du *Populaire* ou de *L'Humanité* ?

La direction de la CGT, par ses conceptions et ses méthodes, est encore incomparablement plus loin des tâches de l'époque actuelle que la direction des partis ouvriers. Plus on va des sommets de l'appareil vers la base des syndiqués, moins il y a de confiance en Jouhaux et en son groupe. Le manque de confiance se change de plus en plus en méfiance active. L'appa-

reil conservateur actuel de la CGT sera inévitablement balayé par le développement ultérieur de la crise révolutionnaire.

La grève générale est, par son essence même, une opération politique. Elle oppose la classe ouvrière dans son ensemble à l'État bourgeois. Elle rassemble les ouvriers syndiqués et non-syndiqués, socialistes, communistes et sans-parti. Elle a besoin d'un appareil de presse et d'agitateurs tels que la CGT seule n'en dispose absolument pas.

La grève générale pose carrément la question de la conquête du pouvoir par le prolétariat. La CGT tourna et tourne le dos à cette tâche (les chefs de la CGT tournent la face vers le pouvoir bourgeois). Les chefs de la CGT eux-mêmes sentent assurément que la direction de la grève générale est au-dessus de leurs forces. S'ils proclament, néanmoins, leur monopole à la diriger, c'est uniquement parce qu'ils espèrent par cette voie étouffer la grève générale avant même sa naissance.

Et la grève générale du 12 février 1934 ? Ce ne fut qu'une brève et pacifique démonstration imposée à la CGT par les ouvriers socialistes et communistes. Jouhaux et consorts ont pris sur eux la direction formelle de la riposte précisément pour l'empêcher de se transformer en grève générale révolutionnaire.

Dans les instructions à ses propagandistes, la CGT communiquait : « *Au lendemain du 6 février, la population laborieuse et tous les démocrates, à l'appel de la CGT, ont manifesté leur ferme volonté de barrer la route aux factieux* ». À part elle-même, la CGT n'a noté ni les socialistes ni les communistes-seulement les « démocrates ». Dans cette seule phrase, c'est tout Jouhaux. C'est précisément pourquoi il serait criminel de faire confiance à Jouhaux pour trancher la question de savoir s'il faut ou non la lutte révolutionnaire.

Bien entendu, dans la préparation et la conduite de la grève générale, les syndicats auront un rôle très influent ; mais non pas en vertu d'un monopole, mais côte à côte avec les partis ouvriers. Du point de vue révolutionnaire, il est particulièrement important de collaborer étroitement avec les organisations syndicales locales, sans la moindre atteinte, bien entendu, à leur autonomie.

Quant à la CGT, il lui faudra, soit prendre place dans le front commun prolétarien, en se détachant des « démocrates », soit rester à l'écart. Collaborer loyalement à droits égaux ? Oui. Examiner en commun les délais et les moyens de la conduite de la grève générale ? Oui ! Reconnaître le monopole de Jouhaux d'étouffer le mouvement révolutionnaire ? Jamais !

SOCIALISME ET LUTTE ARMÉE

Le 6 février 1934, les ligues fascistes avaient projeté de manifester place de la Concorde. Que fait donc le front unique et, en particulier, le comité central du Parti communiste ? Il appelle les ouvriers de Paris à manifester à la Con-

corde en même temps que les fascistes. Peut-être les fascistes seraient-ils sans armes ? Non, depuis un an, ils s'arment de façon redoublée. Peut-être le comité central du Parti communiste allait-il armer suffisamment de détachements de défense ? Oh ! Non, le comité central est contre le « putschisme » et la « lutte physique ». Comment est-il donc possible de lancer des dizaines de milliers d'ouvriers sans armes, sans préparation, sans défense contre des bandes fascistes admirablement organisées et armées, qui nourrissent une haine sanglante pour le prolétariat révolutionnaire ?

Que les malins ne nous disent pas : le comité central du Parti communiste ne se disposait nullement à jeter les ouvriers sous les revolvers des fascistes ; il voulait seulement donner à Flandin un prétexte convenable pour interdire la manifestation fasciste. Mais c'est encore pis. Le comité central du Parti communiste, apparaît-il donc, jouait avec les têtes des ouvriers, et l'issue de ce jeu dépendait entièrement de Flandin, plus exactement, des chefs de la police de l'école de Chiappe. Et que serait-il arrivé si à la préfecture de police on avait décidé de profiter de la bonne occasion et de donner une leçon aux ouvriers révolutionnaires par l'entremise des fascistes, en faisant de plus retomber la responsabilité de la boucherie sur les chefs du front unique ? Il n'est pas difficile de se représenter les conséquences ! Si le massacre sanglant ne s'est pas produit cette fois-ci, en cas de poursuite de la même politique il se produira inévitablement, infailliblement à la première occasion semblable.

La conduite du comité central fut la plus pure forme d'aventurisme bureaucratique. Les marxistes ont toujours enseigné que l'opportunisme et l'aventurisme représentent les deux faces de la médaille. Le 6 février 1934, avec une clarté remarquable, nous montre avec quelle facilité la médaille se retourne.

« Nous sommes contre le putschisme, contre l'insurrectionnalisme ! » répéta pendant des années Otto Bauer qui ne sut pas se débarrasser du Schutzbund (milice ouvrière), laissé en héritage par la révolution de 1918. La puissante sociale-démocratie autrichienne recula lâchement, s'adapta à la bourgeoisie, recula de nouveau, lança des « pétitions » ineptes, créa une fausse apparence de lutte, mit ses espoirs en son Flandin (il avait nom Dollfuss), céda position sur position, et quand elle se vit au fond de l'impasse, elle se mit à crier hystériquement : « Ouvriers, au secours ! ». Les meilleurs combattants, sans liaison avec les masses désorientées, accablées, trompées, se jetèrent dans le combat et subirent une défaite inévitable. Après quoi, Otto Bauer et Julius Deutsch déclarèrent : « Nous avons agi en révolutionnaires, mais le prolétariat ne nous a pas soutenus ! »

Les événements d'Espagne se sont déroulés selon le même schéma. Les chefs sociaux-démocrates ont appelé les ouvriers à l'insurrection après qu'ils eurent cédé à la bourgeoisie toutes les positions révolutionnaires conquises et lassé les masses populaires par leur politique de reculade. Les « antiputschistes » professionnels se sont trouvés contraints d'appeler à la

défense armée dans des conditions telles qu'ils lui avaient donné pour une large part le caractère d'un « putsch ».

Le 6 février 1934 fut en France une petite répétition des événements d'Autriche et d'Espagne. Pendant de nombreux mois, les staliniens ont endormi et démoralisé les ouvriers, ridiculisé le mot d'ordre de la milice et « repoussé » la lutte physique, puis tout d'un coup, sans la moindre préparation, ils ont commandé au prolétariat : « A la Concorde, en avant, marche ! ». Pour cette fois, le bon Langeron les sauva. Mais si demain, quand l'atmosphère est encore plus ardente, quand les voyous fascistes assassineront des dizaines de chefs ouvriers ou incendieront *L'Humanité*, le sage comité central criera infailliblement : « Ouvriers, aux armes ! » Et puis, mis dans un camp de concentration ou se promenant dans les rues de Londres, s'ils arrivent jusque-là, les mêmes chefs déclareront fièrement : « Nous avons appelé à l'insurrection, mais les ouvriers ne nous ont pas soutenus ! »

Le secret du succès, évidemment, n'est pas dans la « lutte physique » elle-même, mais dans une juste politique. Or, nous appelons juste la politique qui répond aux conditions du temps et du lieu. En soi, la milice ouvrière ne résout pas le problème. Mais la milice ouvrière est une partie intégrante nécessaire de la politique qui répond aux conditions du temps et du lieu. Il serait absurde de tirer à coups de revolver sur l'urne électorale. Mais il serait encore plus absurde de se défendre contre les bandes fascistes avec le bulletin de vote.

Les premiers noyaux de la milice ouvrière se trouvent inévitablement faibles, isolés, inexpérimentés. Les routiniers et les sceptiques secouent la tête avec mépris. Il se trouve des cyniques qui n'ont pas honte de railler l'idée de la milice ouvrière dans un entretien avec les journalistes du Comité des forges. S'ils pensent s'assurer ainsi contre les camps de concentration, ils se trompent. L'impérialisme se fiche de l'aviilissement de tel ou tel chef ; il lui faut écraser la classe.

Quand Guesde et Lafargue, tout jeunes, entreprirent la propagande du marxisme, ils passèrent aux yeux des sages philistins pour des solitaires impuissants et des utopistes naïfs. Néanmoins, ce sont eux qui ont creusé le lit de ce mouvement, qui porte sur lui tant de routiniers parlementaires. Dans le domaine littéraire, syndical, coopératif, les premiers pas du mouvement ouvrier furent faibles, chancelants, peu assurés. Mais malgré sa pauvreté, le prolétariat, grâce à son nombre et à son esprit de sacrifice, a créé de puissantes organisations.

L'organisation armée du prolétariat, qui au moment présent coïncide presque complètement avec la défense contre le fascisme, est une nouvelle branche de la lutte de classes. Les premiers pas sont ici aussi inexpérimentés, maladroits. Il faut s'attendre à des fautes. Il est même impossible d'éviter complètement la provocation. La sélection des cadres s'obtiendra peu à peu

et cela d'autant plus sûrement, d'autant plus solidement que la milice sera plus près des usines, là où les ouvriers se connaissent bien l'un l'autre.

Mais l'initiative doit partir nécessairement d'en haut. Le parti peut et doit donner les premiers cadres. Sur la même voie doivent aussi se mettre-et ils s'y mettront inévitablement-les syndicats. Ces cadres se souderont et se renforceront d'autant plus vite qu'ils rencontreront une plus grande sympathie et un plus grand soutien dans les organisations ouvrières, puis dans la masse des travailleurs.

Que dire de ces messieurs, qui, en guise de sympathie et de soutien, apportent blâme et raillerie ou, pis encore, représentent devant l'ennemi de classe des détachements d'autodéfense ouvrière comme des détachements de « l'insurrection » et de « putsch » ? Regardez, en particulier *Le Combat* (?) *marxiste* (!). Des pédants savants et à demi savants, des adjudants théoriciens de Jouhaux, dirigés par les mencheviks russes raillent méchamment les premiers pas de la milice ouvrière. Il est impossible de donner à de tels messieurs d'autre nom que celui d'ennemis directs de la révolution prolétarienne.

Mais ici les routiniers conservateurs lancent leur dernier argument : « Est-ce que vous pensez qu'à l'aide de détachements de milice mal armés le prolétariat pourra conquérir le pouvoir, c'est-à-dire remporter la victoire sur l'armée actuelle, avec sa technique moderne (les tanks ! l'aviation ! les gaz !) ?... » Il est difficile d'imaginer un argument plus plat et plus trivial, d'ailleurs cent fois contredit par la théorie et par l'histoire. Néanmoins, on le présente chaque fois comme le dernier mot d'une pensée « réaliste ».

Si on admet même pour un instant que les détachements de la milice se révéleront demain inaptes dans la lutte pour le pouvoir, ils n'en sont pas moins nécessaires aujourd'hui pour la défense des organisations ouvrières. Les chefs de la CGT se refusent, comme on sait, à toute lutte pour le pouvoir. Cela n'arrêtera nullement les fascistes devant l'écrasement de la CGT. Les syndicalistes qui ne prennent pas à temps des mesures de défense commettent un crime contre les syndicats, indépendamment de leur orientation politique.

Considérons de plus près, pourtant, l'argument capital des pacifistes : « Les détachements armés d'ouvriers sont impuissants contre l'armée contemporaine ». Cet « argument » est dirigé, au fond, non pas contre la milice, mais contre l'idée même de révolution prolétarienne. Si on admet pour un instant que l'armée outillée jusqu'aux dents se trouvera dans toutes les conditions du côté du grand capital, alors il faut renoncer non seulement la milice ouvrière, mais au socialisme en général. Alors le capitalisme est éternel.

Heureusement, il n'en est pas ainsi. La révolution prolétarienne suppose une exacerbation extrême de la lutte des classes, à la ville et au village, et par conséquent aussi dans l'armée. La révolution ne remportera la victoire que lors-

qu'elle aura conquis à elle ou, au moins, neutralisé le noyau fondamental de l'armée Cette conquête, pourtant, ne peut s'improviser : il faut la préparer systématiquement.

Ici, le doctrinaire pacifiste interrompt pour tomber-en paroles d'accord avec nous. « Évidemment, dira-t-il, il faut conquérir l'armée au moyen d'une propagande continuelle. Or, c'est ce que nous faisons. La lutte contre la grande mortalité dans les casernes, contre les deux ans, contre la guerre-le succès de cette lutte rend inutile l'armement des ouvriers ».

Cela est-il vrai ? Non, c'est radicalement faux. Une conquête pacifique, se-reine de l'armée est encore moins possible que la conquête pacifique d'une majorité parlementaire. Déjà, les campagnes très modérées contre la mortalité dans les casernes et contre les deux ans de service militaire vont sans aucun doute conduire à un rapprochement entre les ligues patriotiques et les officiers réactionnaires, à un complot direct de leur part et aussi au versement redoublé des subsides que le capital financier donne aux fascistes. Plus l'agitation antimilitariste aura de succès, plus le danger fasciste croîtra rapidement. Telle est la dialectique réelle et non inventée de la lutte. La conclusion est que, dans le processus même de la propagande et de la préparation, il faut savoir se défendre les armes à la main et de mieux en mieux.

Pendant la révolution, se produiront dans l'armée des oscillations inévitables, une lutte intérieure s'y mènera. Même les fractions les plus avancées ne passeront ouvertement et activement du côté du prolétariat que si elles voient de leurs yeux que les ouvriers veulent se battre et sont capables de vaincre. La tâche des détachements fascistes sera de ne pas permettre le rapprochement entre le prolétariat révolutionnaire et l'armée. Les fascistes s'efforceront d'écraser l'insurrection ouvrière dès son début pour enlever aux meilleures fractions de l'armée la possibilité de soutenir les insurgés. En même temps les fascistes viendront en aide aux détachements réactionnaires de l'armée pour désarmer les régiments les plus révolutionnaires et les moins sûrs.

Il est impossible de dire par avance la marche concrète de la révolution dans un pays donné. Mais on peut, sur la base de toute l'expérience de l'histoire, affirmer avec certitude que l'insurrection en aucun cas et dans aucun pays ne prendra le caractère d'un simple duel entre la milice ouvrière et l'armée. Le rapport des forces sera bien plus complexe et incomparablement plus favorable au prolétariat. La milice ouvrière - non par son armement, mais par sa conscience et son héroïsme - sera l'avant-garde de la révolution. Le fascisme sera l'avant-garde de la contre-révolution, La milice ouvrière, avec le soutien de toute la classe, avec la sympathie de tous les travailleurs, devra battre, désarmer, terroriser les bandes de brigands de la réaction et ouvrir ainsi aux ouvriers la voie vers la fraternisation révolutionnaire avec l'armée. L'alliance des ouvriers et des soldats viendra à bout des fractions contre-révolutionnaires. Ainsi sera assurée la victoire.

Les sceptiques hausseront les épaules avec mépris. Mais les sceptiques font le même geste à la veille de toute révolution victorieuse. Le prolétariat fera bien de prier à temps les sceptiques de s'en aller bien loin. Le temps est trop sérieux pour expliquer la musique aux sourds, les couleurs aux aveugles et aux sceptiques la révolution socialiste.

LE PROLÉTARIAT, LES PAYSANS, L'ARMÉE, LES FEMMES, LES JEUNES

Jouhaux a emprunté l'idée du plan à de Man. Chez tous deux le but est le même : masquer la dernière banqueroute du réformisme et inspirer au prolétariat de nouveaux espoirs, pour le détourner de la révolution.

Ni de Man, ni Jouhaux n'ont inventé leurs « plans ». Ils ont pris tout simplement les revendications fondamentales du programme de transition marxiste, la nationalisation des banques et des industries clés, ont jeté par-dessus bord la lutte de classes et à la place de l'expropriation révolutionnaire des expropriateurs ils ont mis une opération financière de rachat.

Le pouvoir doit comme auparavant rester dans les mains du « peuple », c'est-à-dire de la bourgeoisie. Mais l'État rachète les plus importantes branches de l'industrie (on ne nous dit pas lesquelles exactement) à leurs propriétaires actuels, qui deviennent pour deux ou trois générations des rentiers parasitaires : la pure et simple exploitation privée capitaliste fait place à une exploitation indirecte, par l'intermédiaire d'un capitalisme d'état.

Comme Jouhaux comprend que même ce programme émasculé de nationalisation est absolument irréalisable sans lutte révolutionnaire, il déclare par avance qu'il est prêt à changer son « plan » en petite monnaie de réformes parlementaires dans le style, à la mode, de l'économie dirigée. L'idéal pour Jouhaux serait que, au moyen d'arrangements dans les coulisses, il réduise toute opération à ce que dans différents conseils économiques et industriels siègent des bureaucrates syndicaux, sans pouvoir et sans autorité, mais avec des jetons de présence.

Ce n'est pas pour rien que le plan de Jouhaux-son plan réel, qu'il cache derrière le « plan » de papier-a reçu le soutien des néos et même l'approbation de Herriot !

Le sage idéal du syndicalisme « indépendant » ne sera pourtant réalisé que si le capitalisme se régénère de nouveau et si les masses ouvrières retombent sous le joug. Mais si le déclin capitaliste se poursuit ? Alors le plan, lancé pour détourner les ouvriers de « mauvaises pensées », peut devenir le drapeau du mouvement révolutionnaire.

En Belgique, ce danger existe déjà. Le POB s'est trouvé contraint de mener une agitation pour le plan de Man. Les ouvriers ont pris le plan tout à fait au sérieux. Sous le drapeau du plan une aile gauche s'est mise à se former, en particulier au sein de la jeunesse. Le falsificateur théorique de Man res-

semble de plus en plus au sorcier qui a invoqué les esprits, mais qui ne sait pas comment les faire rentrer dans l'au-delà. Les bolcheviks-léninistes belges ont pleinement raison de se placer sur le terrain du mouvement de masse pour le plan pour, au moyen de la critique marxiste, le faire aller de l'avant.

Évidemment, effrayé par l'exemple belge, Jouhaux s'est empressé de reculer. Le point le plus important de l'ordre du jour du comité national de la CGT, au milieu de mars -la propagande pour le plan- s'est trouvé inopinément escamoté. Si cette manœuvre a plus ou moins réussi, la faute en retombe entièrement sur la direction du front unique.

Les chefs de la CGT ont lancé leur « plan » pour avoir la possibilité de concurrencer les partis de la révolution. Par-là, Jouhaux a montré qu'à la suite de ses inspireurs bourgeois, il apprécie la situation comme révolutionnaire (dans le sens large du mot). Mais l'adversaire révolutionnaire n'est pas apparu sur l'arène. Jouhaux décida de ne pas s'engager plus loin dans une voie pleine de risques. Il recula et maintenant il attend.

En janvier, la CAP du Parti socialiste proposa au Parti communiste une lutte commune pour le pouvoir au nom de la socialisation des banques et des branches concentrées de l'industrie. Si dans le comité central du Parti communiste avaient siégé des révolutionnaires, ils auraient dû saisir cette proposition des deux mains. En ouvrant une large campagne pour le pouvoir, ils auraient accéléré la mobilisation révolutionnaire à l'intérieur de la SFIO et en même temps auraient contraint Jouhaux à mener de l'agitation pour son « plan ». En suivant cette voie, on aurait pu forcer la CGT à prendre sa place dans le front unique. Le poids spécifique du prolétariat français se serait accru de plusieurs fois.

Mais dans le comité central du Parti communiste siègent non pas des révolutionnaires, mais des mandarins. « Il n'y a pas de situation révolutionnaire » répondirent-ils, en contemplant leur nombril. Les réformistes de la SFIO respirèrent de soulagement : le danger était passé. Jouhaux se hâta de retirer de l'ordre du jour la question de la propagande pour le plan. Le prolétariat est resté dans la grande crise sociale sans aucun programme. L'Internationale communiste a joué encore une fois un rôle réactionnaire.

La crise de l'agriculture constitue maintenant le principal réservoir des tendances bonapartistes et fascistes. Quand la misère prendra le paysan à la gorge, il est capable de faire les sauts les plus inattendus. Il regarde la démocratie avec une méfiance croissante.

« *Le mot d'ordre de la défense des libertés démocratiques correspond parfaitement à l'esprit de la paysannerie* » (Monmousseau, *Cahiers du bolchevisme*, 1^{er} septembre 1934). Cette phrase remarquable montre que Monmousseau comprend aussi peu la question paysanne que la question syndicale. Les paysans commencent à tourner le dos aux partis de « gauche », pré-

cisément parce que ceux-ci sont incapables de leur proposer rien d'autre que des paroles en l'air sur la « défense de la démocratie ».

Aucun programme de « revendications immédiates » ne peut donner quelque chose de sérieux au village. Le prolétariat doit parler avec les paysans le langage de la révolution : il ne trouvera pas d'autre langue commune. Les ouvriers doivent élaborer un programme de mesures révolutionnaires pour le salut de l'agriculture en commun avec les paysans.

Les paysans craignent surtout la guerre. Peut-être, avec Laval et Litvinov, allons-nous les leurrer d'espoirs en la Société des nations et dans le « désarmement » ? Le seul moyen d'éviter la guerre, c'est de renverser sa propre bourgeoisie et de donner le signal de la transformation de l'Europe en États-Unis des Républiques ouvrières et paysannes. Sans révolution, point de salut contre la guerre.

Les paysans travailleurs souffrent des conditions usuraires du crédit. Pour changer ces conditions, il n'y a qu'une voie : exproprier les banques, les concentrer dans les mains de l'État ouvrier et, sur le compte des requins financiers, créer un crédit de faveur pour les petits paysans, pour les coopératives paysannes en particulier. Sur les banques de crédit agricole, doit être instauré le contrôle paysan.

Les paysans souffrent de l'exploitation des trusts d'engrais et de la meunerie. Il n'y a pas d'autre voie que de nationaliser les trusts d'engrais et la grande meunerie et de les subordonner complètement aux intérêts des paysans et des consommateurs.

Différentes catégories de paysans (fermiers, métayers) souffrent de l'exploitation des grands propriétaires fonciers. Il n'y a pas d'autre moyen de lutte contre l'usure foncière que l'expropriation des usuriers fonciers par les comités de paysans sous le contrôle de l'État ouvrier et paysan.

Aucune de ces mesures n'est concevable sous la domination de bourgeoisie. De petites aumônes ne sauveront pas le paysan, des palliatifs ne lui serviront de rien. Il faut des mesures révolutionnaires hardies. Le paysan les comprendra, les approuvera et les soutiendra, si l'ouvrier lui propose sérieusement de lutter en commun pour le pouvoir.

Ne pas attendre que la petite bourgeoisie se détermine elle-même, mais former sa pensée, forger sa volonté, voilà la tâche du parti ouvrier. C'est seulement ainsi que pourra se réaliser l'union des ouvriers et des paysans.

L'état d'esprit de la majorité des officiers de l'armée reflète l'état d'esprit réactionnaire des classes dominantes du pays, mais sous une forme encore plus concentrée. L'état d'esprit de la masse des soldats reflète l'état d'esprit des ouvriers et des paysans, mais sous une forme affaiblie : la bourgeoisie sait beaucoup mieux maintenir la liaison avec les officiers que le prolétariat avec les soldats.

Le fascisme en impose extrêmement aux officiers, car ses mots d'ordre sont décisifs et car il est prêt à trancher les questions difficiles par le revolver et la mitrailleuse. On dispose de pas mal de renseignements dispersés sur la liaison entre les ligues fascistes et l'armée, aussi bien par l'intermédiaire d'officiers de réserve que d'active. Cependant, il ne nous parvient qu'une partie infime de ce qui se passe en fait. Maintenant doit grandir dans l'armée le rôle des rengagés. En eux la réaction trouvera pas mal d'agents supplémentaires. Le noyautage fasciste de l'armée, sous la protection du grand état-major, est en pleine marche.

Les jeunes ouvriers conscients à la caserne pourraient offrir avec succès une résistance à la démoralisation fasciste. Mais le grand malheur est qu'eux-mêmes sont politiquement désarmés : ils n'ont pas de programme. Le jeune chômeur, le fils du petit paysan, du petit commerçant ou du petit fonctionnaire apportent dans l'armée le mécontentement des milieux sociaux d'où ils sortent. Que leur dira le communiste à la caserne, sinon que « *la situation n'est pas révolutionnaire* » ? Les fascistes pillent le programme marxiste, en changeant avec succès certaines de ses parties en instrument de démagogie sociale. Les « communistes » (?) renient en fait leur programme, en lui substituant les débris pourris du réformisme. Peut-on concevoir une banqueroute plus frauduleuse ?

L'Humanité se concentre sur les « revendications immédiates » des soldats : c'est nécessaire, mais ce n'est qu'une centième partie du programme. L'armée vit maintenant plus que jamais d'une vie politique. Toute crise sociale est, nécessairement, une crise de l'armée. Le soldat français attend et cherche des réponses claires. Il n'y a pas et il ne peut y avoir de meilleure réplique à la démagogie des fascistes que le programme du socialisme. Il faut le déployer hardiment dans le pays et par mille canaux il pénétrera dans l'armée !

La crise sociale, avec son cortège de calamités, pèse le plus lourdement sur les femmes travailleuses. Elles sont opprimées doublement par la classe possédante et par leur propre famille.

Il se trouve des « socialistes » qui craignent que les femmes aient le droit de vote, vu l'influence qu'a sur elles l'Église. Comme si le sort du peuple dépendait du plus ou moins grand nombre des municipalités de « gauche » en 1935, et non de la situation morale, sociale et politique de millions d'ouvrières et de paysannes à l'époque prochaine !

Toute crise révolutionnaire se caractérise par l'éveil des meilleures qualités de la femme des classes travailleuses : la passion, l'héroïsme, le dévouement. L'influence de l'Église sera balayée non pas par le rationalisme impuissant des « libres-penseurs », ni par la fade catégorie des francs-maçons, mais par la lutte révolutionnaire pour l'émancipation de l'humanité, par conséquent, en premier lieu, de l'ouvrière.

Le programme de la révolution socialiste doit retentir de nos jours comme le tocsin pour les femmes de la classe ouvrière !

La condamnation la plus cruelle de la direction des organisations ouvrières, politiques et syndicales est la faiblesse des organisations de jeunes. Sur le terrain de la philanthropie, du divertissement et du sport, la bourgeoisie et l'Église sont incomparablement plus fortes que nous. On ne peut leur arracher la jeunesse ouvrière que par le programme socialiste et l'action révolutionnaire.

A la jeune génération du prolétariat, il faut une direction politique mais non une tutelle importune. Le bureaucratisme conservateur étouffe et repousse la jeunesse. Si le régime des Jeunesses communistes avait existé en 1848, il n'y aurait pas eu de Gavroche. La politique de passivité et d'adaptation se reflète d'une façon particulièrement funeste sur les cadres de la jeunesse. Les jeunes bureaucrates deviennent vieux avant l'âge : ils connaissent tous les genres de manœuvres dans les coulisses mais ils ne connaissent pas l'ABC du marxisme. Ils se forment des convictions à telle ou telle occasion, selon les exigences de la manœuvre. Au dernier congrès de l'Entente de la Seine, on a pu observer d'assez près ce type.

Il faut poser devant la jeunesse ouvrière le problème de la révolution dans toute son ampleur. En se tournant vers la nouvelle génération, il faut savoir faire appel à son audace et à son courage, sans lesquels rien de grand ne se fait dans l'histoire. La révolution ouvrira largement les portes à la jeunesse. La jeunesse ne peut pas ne pas être pour la révolution !

POURQUOI LA IV^E INTERNATIONALE

Dans sa lettre au conseil national du Parti socialiste, le comité central du Parti communiste a proposé, comme base pour l'unification, « le programme de l'Internationale communiste, qui a conduit à la victoire du socialisme en URSS alors que le programme de la 2^e Internationale n'a pas résisté à l'épreuve tragique de la guerre et a abouti au douloureux bilan de l'Allemagne et de l'Autriche ». Que la 2^e Internationale ait fait faillite, les marxistes révolutionnaires l'ont proclamé dès août 1914. Tous les événements ultérieurs n'ont fait que confirmer cette appréciation. Mais en montrant la banqueroute incontestable de la sociale-démocratie en Allemagne et en Autriche, les staliniens oublient de répondre à une question : que sont donc devenues les sections allemande et autrichienne de l'Internationale communiste ? Le Parti communiste allemand s'est écroulé devant l'épreuve historique aussi ignominieusement que la sociale-démocratie allemande. Pourquoi ? Les ouvriers allemands voulaient lutter et croyaient que « Moscou » les mènerait au combat ; ils tendaient sans cesse à gauche. Le Parti communiste allemand grossissait rapidement ; à Berlin, il dépassait numériquement la sociale-démocratie. Mais il se trouva intérieurement ravagé avant que vînt l'heure de l'épreuve. L'étouffement de la vie intérieure, la volonté de com-

mander au lieu de convaincre, la politique de zigzags, la nomination des chefs par en haut, le système de mensonge et de tromperie des masses-tout cela démoralisa le parti jusqu'à la moelle. Quand on approcha du danger, le parti se trouva être un cadavre. Il est impossible d'effacer ce fait de l'histoire.

Après la capitulation honteuse de l'Internationale communiste en Allemagne, les bolcheviks-léninistes, sans hésiter une minute, proclamèrent : la Troisième Internationale est morte ! Il n'est pas besoin de rappeler les injures que lancèrent contre nous les staliniens de tous les pays. *L'Humanité*, même après l'avènement définitif de Hitler, affirmait de numéro en numéro : « *Il n'y a pas de défaite en Allemagne* », « *Seuls des renégats peuvent parler de défaite* », « *Le Parti communiste allemand croît d'heure en heure* », « *Le Parti de Thälmann se prépare à la prise du pouvoir* ». Rien d'étonnant si ces fanfaronnades criminelles après la plus grande catastrophe historique ont démoralisé encore plus les autres sections de l'Internationale communiste : une organisation qui a perdu la capacité d'apprendre de sa propre défaite est irrémédiablement condamnée.

La preuve ne tarda pas. Le plébiscite de la Sarre fut pour ainsi dire monté pour montrer quels restes de confiance le prolétariat allemand gardait dans la Deuxième et la Troisième Internationales. Les résultats sont là : mises devant la nécessité de choisir entre la violence triomphante de Hitler et l'impuissance pourrie des partis ouvriers banqueroutiers, les masses donnèrent à Hitler 90 % des voix et au front commun de la Deuxième et de la Troisième Internationales (si on excepte la bourgeoisie juive, les affairistes intéressés, les pacifistes, etc.), probablement pas plus de 7 %. Tel est le bilan commun du réformisme et du stalinisme. Malheur à celui qui n'a pas compris cette leçon !

Les masses travailleuses ont voté pour Hitler parce qu'elles ne voyaient pas d'autre voie. Les partis qui pendant des dizaines d'années les avaient éveillées et rassemblées au nom du socialisme les ont trompées et trahies. Voilà la conclusion commune qu'ont faite les travailleurs ! Si en France le drapeau de la révolution socialiste s'était élevé bien haut, le prolétariat de la Sarre aurait tourné ses regards vers l'Ouest et aurait placé la solidarité de classe au-dessus de la solidarité nationale. Mais, hélas, le coq gaulois n'annonçait pas au peuple sarrois une aurore révolutionnaire. Bien que sous le couvert du front unique, en France se mène la même politique de faiblesse, d'indécision, de piétinement sur place, de manque de confiance dans ses forces, qui a perdu la cause du prolétariat allemand. C'est pourquoi le plébiscite sarrois est non seulement la preuve des résultats de la catastrophe allemande, mais aussi un avertissement redoutable pour le prolétariat français. Malheur aux partis qui glissent à la surface des événements, se bercent de paroles, espèrent en des miracles et permettent à l'ennemi mortel de s'organiser impunément, de s'armer, d'occuper des positions avantageuses et de choisir le moment le

plus favorable pour porter le coup décisif ! Voilà ce que nous dit la leçon sarroise.

De nombreux réformistes et centristes (c'est-à-dire ceux qui hésitent entre le réformisme et la révolution), se tournant à gauche, essaient maintenant de graviter vers l'Internationale communiste : certains d'entre eux, surtout ouvriers, espèrent sincèrement trouver dans le programme de Moscou le reflet de la Révolution d'Octobre ; d'autres, surtout fonctionnaires, s'efforcent simplement de lier amitié avec la puissante bureaucratie soviétique. Laissons les carriéristes à eux-mêmes. Mais aux socialistes qui espèrent sincèrement trouver dans l'Internationale communiste une direction révolutionnaire, nous disons : vous vous trompez cruellement ! Vous ne connaissez pas bien l'histoire de l'Internationale communiste, qui dans les dix dernières années fut l'histoire des erreurs, des catastrophes, des capitulations et de la dégénérescence bureaucratique.

Le programme actuel de l'Internationale communiste fut adopté au 6^e congrès, en 1928, après l'écrasement de la direction léniniste. Entre le programme actuel et celui avec lequel le bolchevisme remporta la victoire de 1917, il y a un abîme. Le programme du bolchevisme partait du point de vue que le sort de la Révolution d'octobre est inséparable du sort de la révolution internationale. Le programme de 1928, malgré toutes ses phrases « internationalistes », part de la perspective de la construction indépendante du socialisme en URSS. Le programme de Lénine disait : « Sans révolution en Occident et en Orient nous sommes vaincus ». Ce programme, par son essence même, excluait la possibilité de sacrifier les intérêts du mouvement ouvrier mondial aux intérêts de l'URSS. Le programme de l'Internationale communiste signifie en pratique : aux intérêts de l'URSS (en fait aux intérêts des combinaisons diplomatiques de la bureaucratie soviétique), on peut et on doit sacrifier les intérêts de la révolution prolétarienne en France. Le programme de Lénine enseignait : le bureaucratisme soviétique est le pire ennemi du socialisme ; reflétant la pression des forces et des tendances bourgeoises sur le prolétariat, le bureaucratisme peut conduire à la renaissance de la bourgeoisie ; le succès de la lutte contre le fléau du bureaucratisme ne peut être assuré que par la victoire du prolétariat européen et mondial. À l'opposé, le programme actuel de l'Internationale communiste dit : le socialisme peut être construit indépendamment des succès et des défaites du prolétariat mondial, sous la direction de la bureaucratie soviétique infaillible et toute-puissante ; tout ce qui est dirigé contre son infaillibilité est contre-révolutionnaire et mérite d'être exterminé.

Dans le programme actuel de l'Internationale communiste, il y a, bien entendu, beaucoup d'expressions, de formules, de phrases empruntées au programme de Lénine (la bureaucratie conservatrice de Thermidor et du Consulat utilisa aussi en France la terminologie des Jacobins) ; mais au fond ces deux programmes s'excluent l'un l'autre. Pratiquement, en effet, la bureau-

cratie stalinienne a remplacé depuis longtemps le programme de la révolution prolétarienne internationale par un programme de réformes soviétiques nationales. Désagrégeant et affaiblissant le prolétariat mondial par sa politique, qui représente une mixture d'opportunisme et d'aventurisme, l'Internationale communiste mine par cela même les intérêts fondamentaux de l'URSS. Nous sommes pour l'URSS mais contre la bureaucratie usurpatrice et son instrument aveugle, l'Internationale communiste.

Manouïlsky, hier chef de l'Internationale communiste, s'est noyé sans laisser de traces dans la « troisième période » (où il n'y avait, hélas ! que de la mousse). Manouïlsky fut remplacé, sans que les sujets y prennent la moindre part, par Kun. Sur ce nouveau souverain de l'Internationale communiste il est nécessaire de dire quelques mots. En tant que prisonnier de guerre hongrois en Russie, Bela Kun, comme beaucoup d'autres prisonniers, devint communiste, et à son retour en Hongrie chef d'un petit parti. La prostration du gouvernement du comte Karoly devant l'Entente se termina par la transmission consentie et pacifique du pouvoir aux partis ouvriers, sans aucune révolution. Les communistes du parti de Kun s'empressèrent de s'unir aux sociaux-démocrates. Inspirateur de la Hongrie soviétique, Kun fit preuve d'une complète carence, surtout dans la question paysanne, ce qui aboutit rapidement à l'effondrement des soviets. Rentré comme émigrant en URSS, Kun eut toujours des rôles de troisième plan, car il ne jouissait pas du tout de la confiance politique de Lénine. On connaît le discours extrêmement violent de Lénine au plénum du comité exécutif de l'Internationale communiste, à la veille du 3^e congrès : presque chaque phrase rappelait « *les bêtises de Bela Kun* ». Dans ma brochure sur la direction de l'Internationale communiste, j'ai raconté comment Lénine m'expliqua son attaque violente contre Kun : « *il faut apprendre aux gens à ne pas avoir confiance en lui* ». Depuis ce temps, non seulement Kun n'a rien appris, mais il a même oublié le peu qu'il s'était assimilé à l'école de Lénine. On peut voir combien cet homme est fait pour le rôle de chef de l'Internationale communiste et, en particulier, du prolétariat français.

Admettons même que le Parti communiste maintenant croisse. Non pas grâce à sa politique, mais malgré sa politique. Les événements poussent les ouvriers à gauche et le Parti communiste, malgré son tournant opportuniste, reste pour les masses l'« extrême-gauche ». La croissance numérique du PCF ne renferme pourtant pas en soi la moindre garantie pour l'avenir : le Parti communiste allemand, comme nous l'avons dit, grossit jusqu'au moment même de la capitulation, et beaucoup plus rapidement.

En tout cas, le fait de l'existence de deux partis ouvriers qui rend absolument nécessaire, en face du danger commun, une politique de front unique, suffit à expliquer en même temps les aspirations des ouvriers à l'unité organique. S'il y avait en France un parti révolutionnaire conséquent, nous serions les adversaires résolus de la fusion avec le parti opportuniste. Dans les conditions de l'exacerbation de la crise sociale, le parti révolutionnaire, en lutte contre

le réformisme, rassemblerait infailliblement sous son drapeau la majorité écrasante des ouvriers. Le problème historique n'est pas d'unir mécaniquement toutes les organisations qui subsistent des différentes étapes de la lutte des classes, mais de rassembler le prolétariat dans la lutte et pour la lutte. Ce sont deux problèmes absolument différents, parfois même contradictoires.

Mais c'est un fait qu'en France il n'y a pas de parti révolutionnaire. La légèreté avec laquelle le Parti communiste-sans la moindre discussion-est passé de la théorie et de la pratique du « social-fascisme », au bloc avec le PR et au refus des tâches révolutionnaires au nom des « revendications immédiates » témoigne que l'appareil du parti est complètement rongé par le cynisme et la base désorientée et déshabituée de penser. C'est un parti malade.

Nous avons critiqué assez ouvertement la position de la SFIO pour ne pas répéter ce que nous avons dit plus d'une fois. Mais il est incontestable malgré tout que l'aile gauche, révolutionnaire, de la SFIO devient peu à peu le laboratoire où se forment les mots d'ordre et les méthodes de la lutte prolétarienne. Si cette aile se fortifie et se trempe, elle pourra devenir le facteur décisif pour agir sur les ouvriers communistes. C'est dans cette seule voie que le salut est possible. Au contraire, la situation se trouverait définitivement perdue, si l'aile révolutionnaire du Parti socialiste tombait dans le système d'engrenages qui a pour nom appareil de l'Internationale communiste et qui sert à hacher les colonnes vertébrales et les caractères, à faire perdre l'habitude de penser et à apprendre à obéir aveuglément ; ce système est franchement funeste pour former des révolutionnaires.

« Seriez-vous contre l'unité organique ? », nous demanderont, non sans indignation, quelques camarades. Non, nous ne sommes pas contre l'unité. Mais nous sommes contre le fétichisme, la superstition et l'aveuglement. L'unité en soi ne résout encore rien. La sociale-démocratie autrichienne rassembla presque tout le prolétariat, mais seulement pour le mener à la perte. Le Parti ouvrier belge a le droit de se dire le seul parti du prolétariat, mais cela ne l'empêche pas d'aller de capitulation en capitulation. Seuls des gens d'une naïveté sans espoir peuvent espérer que le Parti travailliste, qui domine complètement dans le prolétariat britannique, est capable d'assurer la victoire de celui-ci. Ce qui décide, ce n'est pas l'unité en soi, mais son contenu politique réel.

Si la SFIO s'unissait aujourd'hui même au Parti communiste, cela n'assurerait pas encore plus la victoire que le front unique ne l'assure : seule une juste politique révolutionnaire peut donner la victoire. Mais nous sommes prêts à reconnaître que l'unification faciliterait, dans les conditions présentes, le regroupement et le rassemblement des éléments véritablement révolutionnaires, dispersés dans les deux partis. C'est dans ce sens-et dans ce sens seulement-que l'unification pourrait être un pas en avant.

Mais l'unification - disons-le ici clairement - serait un pas en arrière, pis encore, un pas vers l'abîme, si la lutte contre l'opportunisme dans le parti unifié se dirigeait suivant le lit de l'Internationale communiste. L'appareil stalinien est capable d'exploiter une révolution victorieuse, mais il est organiquement incapable d'assurer la victoire d'une nouvelle révolution. Il est conservateur jusqu'à la moelle. Répétons-le encore une fois : la bureaucratie soviétique a autant à voir avec l'ancien Parti bolchevik que la bureaucratie du Directoire et du Consulat avec le jacobinisme.

L'unification des deux partis ne nous conduirait en avant que si elle était affranchie d'illusions, d'aveuglement et de pure tromperie. Pour ne pas tomber victime de la maladie de l'Internationale communiste, il faut aux socialistes de gauche une sérieuse inoculation de léninisme. C'est précisément pourquoi, entre autres, nous suivons avec un esprit si attentif et si critique l'évolution des groupements de gauche. D'aucuns se sentent offensés par nous. Mais nous pensons que dans le domaine révolutionnaire les règles de responsabilité sont incomparablement plus importantes que les règles de courtoisie. La critique dirigée contre nous, nous l'apprécions aussi d'un point de vue révolutionnaire et non sentimental.

Zyromski a essayé, dans une série d'articles, d'indiquer les principes fondamentaux du futur parti unifié. C'est une chose beaucoup plus sérieuse que de répéter des phrases générales sur l'unité, à la manière de Lebas. Par malheur, Zyromski fait dans ses articles un pas du centrisme réformiste non vers le léninisme, mais vers le centrisme bureaucratique (stalinisme). Cela apparaît de la façon la plus claire, comme nous allons le montrer, dans la question de la dictature du prolétariat.

Zyromski, pour quelque raison, répète avec une insistance particulière dans une série d'articles l'idée -en invoquant d'ailleurs Staline comme source première !- que « *la dictature du prolétariat ne peut jamais être considérée comme un but* ». Comme s'il existait quelque part au monde des théoriciens insensés qui pensent que la dictature du prolétariat est un « but en soi » ! Mais dans ces étranges répétitions, il y a une idée : Zyromski s'excuse pour ainsi dire par avance devant les droitiers de vouloir la dictature. Par malheur, il est difficile d'établir la dictature si on commence par s'excuser.

Bien pire, pourtant, est l'idée suivante : « *Cette dictature du prolétariat... doit se desserrer et se transformer progressivement en démocratie prolétarienne au fur et à mesure que se développe l'édification socialiste* ». Dans ces quelques lignes, il y a deux profondes erreurs principales. La dictature du prolétariat y est opposée à la démocratie prolétarienne. Pourtant, la dictature du prolétariat par son essence même peut et doit être l'épanouissement suprême de la démocratie prolétarienne. Pour accomplir une grandiose révolution sociale, il faut au prolétariat la manifestation suprême de toutes ses forces et de toutes ses capacités : il s'organise démocratiquement précisément pour venir à bout de ses ennemis. La dictature doit, selon Lénine,

« *apprendre à chaque cuisinière à diriger l'État* ». Le glaive de la dictature est dirigé contre les ennemis de classe ; la base de la dictature est constituée par la démocratie prolétarienne.

Chez Zyromski, la démocratie prolétarienne vient remplacer la dictature « *au fur et à mesure que se développe l'édification socialiste* ». C'est une perspective absolument fausse. Au fur et à mesure que la société bourgeoise se transforme en société socialiste, la démocratie prolétarienne dépérit avec la dictature, car l'État lui-même dépérit. Dans la société socialiste, il n'y aura pas de place pour la « démocratie prolétarienne », premièrement, par l'absence de prolétariat, deuxièmement, par l'absence de la nécessité de violence étatique. C'est pourquoi le développement de la société socialiste doit signifier non pas la transformation de la dictature en démocratie, mais leur dissolution commune dans l'organisation économique et culturelle de la société socialiste.

Nous ne nous serions pas arrêtés à cette erreur, si elle avait eu un caractère purement théorique. En fait se cache derrière elle tout un dessein politique. La théorie de la dictature du prolétariat, que, selon son propre aveu, il a emprunté à Dan, Zyromski tente de l'adapter au régime actuel de la bureaucratie soviétique. Il ferme d'ailleurs consciemment les yeux sur cette question-ci : pourquoi, malgré les énormes succès économiques de l'URSS, la dictature prolétarienne évolue-t-elle non pas vers la démocratie, mais vers un bureaucratisme monstrueux, qui prend définitivement le caractère d'un régime personnel ? Pourquoi, « au fur et à mesure que se développe l'édification socialiste », étouffe-t-on le parti, étouffe-t-on les soviets, étouffe-t-on les syndicats ? Il est impossible de répondre à cette question sans une critique décisive du stalinisme. Mais c'est précisément ce que Zyromski veut éviter à tout prix.

Cependant, le fait qu'une bureaucratie indépendante et incontrôlée ait usurpé la défense des conquêtes sociales de la révolution prolétarienne, témoigne que nous avons devant nous une dictature malade, en dégénérescence, qui, si on la laisse à elle-même, aboutira non pas à la « démocratie prolétarienne », mais à l'effondrement complet du régime soviétique.

Seule la révolution en Occident peut sauver de la perte la révolution d'Octobre. La théorie du « socialisme en un seul pays » est fausse dans toutes ses bases. Le programme de l'Internationale communiste ne vaut pas plus qu'elle. Adopter ce programme, ce serait lancer le train de la révolution internationale dans le ravin. La première condition de succès pour le prolétariat français est l'indépendance complète de son avant-garde à l'égard de la bureaucratie soviétique, nationale et conservatrice. Bien entendu, le Parti communiste a le droit de proposer de prendre comme base de l'unification le programme de l'Internationale communiste : il ne peut rien offrir d'autre. Mais les marxistes-révolutionnaires qui sont conscients de leurs responsabilités pour le sort du prolétariat, doivent soumettre le programme de Boukharine-Staline à une critique impitoyable. L'unité est une chose magnifique,

mais pas sur une base pourrie. La tâche progressive consiste à rassembler les ouvriers socialistes et communistes sur la base du programme international de Marx et de Lénine. Les intérêts du prolétariat mondial, comme les intérêts de l'URSS (ils ne sont pas différents), exigent la même lutte contre le réformisme que contre le stalinisme.

Les deux Internationales, non seulement la Deuxième, mais aussi la Troisième, sont atteintes jusqu'à la moelle. Il y a des preuves historiques qui ne trompent pas. Les grands événements (Chine, Angleterre, Allemagne, Autriche, Espagne) ont rendu leur verdict. De ce verdict, confirmé en Sarre, aucun appel n'est plus possible. La préparation d'une nouvelle internationale, s'appuyant sur l'expérience tragique des dix dernières années, est mise à l'ordre du jour. Cette tâche grandiose est étroitement liée, bien entendu, à toute la marche de la lutte de classe du prolétariat, avant tout, à la lutte contre le fascisme en France. Pour vaincre l'ennemi, l'avant-garde du prolétariat doit s'assimiler les méthodes marxistes révolutionnaires, incompatibles et avec l'opportunisme et avec le stalinisme. Réussira-t-elle à remplir cette tâche ? Engels écrivait jadis : « *Les Français s'améliorent toujours à l'approche des combats* ». Espérons qu'ils justifieront pleinement cette fois-ci l'appréciation de notre grand maître. Mais la victoire du prolétariat français n'est concevable que si du feu de la lutte il fait sortir un parti véritablement révolutionnaire, qui deviendra la pierre angulaire de la nouvelle Internationale. Telle serait la voie la plus courte, la plus avantageuse, la plus favorable pour la révolution internationale.

Ce serait une stupidité d'affirmer qu'elle est assurée. Si la victoire est possible, la défaite, non plus, malheureusement, n'est pas exclue. La politique actuelle du front unique, comme des deux organisations syndicales, ne facilite pas, mais entrave la victoire. Il est absolument évident qu'en cas d'écrasement du prolétariat français, ses deux partis disparaîtraient définitivement de la scène. La nécessité d'une nouvelle Internationale, sur de nouvelles bases, deviendrait alors évidente pour tout ouvrier. Mais il est absolument évident par avance que l'édification de la 4^e Internationale, en cas de triomphe du fascisme en France, rencontrerait mille obstacles, irait avec une extrême lenteur, et le centre de tout le travail révolutionnaire se trouverait, selon toute vraisemblance, transporté en Amérique.

Ainsi, les deux variantes historiques-la victoire et la défaite du prolétariat français-conduisent également, quoique à des rythmes différents, sur la voie de la 4^e Internationale. C'est précisément cette tendance historique qu'expriment les bolcheviks-léninistes. L'aventurisme sous toutes ses formes nous est étranger. Il ne s'agit pas de « proclamer » d'une façon artificielle la 4^e Internationale, mais de la préparer systématiquement. Il faut, par l'expérience des événements, montrer et démontrer aux ouvriers avancés que les programmes et les méthodes des deux Internationales se trouvent en contradiction insurmontable avec les exigences de la révolution prolétarienne et

que ces contradictions ne s'amointrissent pas, mais au contraire croissent sans cesse. De cette analyse découle la seule ligne générale possible : il faut préparer théoriquement et pratiquement la 4^e Internationale.

En février s'est tenue une conférence internationale de plusieurs organisations n'appartenant ni à la 2^e ni à la 3^e Internationale (le RSP et OSP hollandais, le SAP allemand, l'ILP britannique, etc.). Sauf les Hollandais qui sont sur la position du marxisme révolutionnaire, tous les autres participants représentent différentes variétés, en majorité très conservatrices, de centrisme. Jacques Doriot, qui participa à cette conférence, écrit dans son compte rendu : « *Au moment où la crise du capitalisme apporte la vérification éclatante des thèses du marxisme... les partis créés à cet effet, soit par la 2^e, soit par la 3^e Internationale, ont tous failli à leur mission* ». Nous ne nous arrêterons pas sur le fait que Doriot lui-même, au cours d'une lutte de dix ans contre l'Opposition de gauche, aida à décomposer l'Internationale communiste. Nous ne rappellerons pas, en particulier, le triste rôle de Doriot à l'égard de la Révolution chinoise. Prenons simplement acte qu'en février 1935, Doriot a compris et reconnu la faillite de la 2^e et de la 3^e Internationale. Conclut-il de là à la nécessité de préparer la nouvelle internationale ? Faire une telle supposition, ce serait bien mal connaître ce qu'est le centrisme. Sur l'idée de la nouvelle internationale, Doriot écrit : « *Cette idée du trotskysme a été formellement condamnée par la conférence* ». Doriot se laisse entraîner, quand il parle de « condamnation formelle », mais il est vrai que la conférence, contre les deux délégués hollandais, a repoussé l'idée de la 4^e Internationale. Quel est en ce cas le programme réel de la conférence ? Il est de n'avoir aucun programme. Dans leur travail quotidien, les participants de la conférence se tiennent à l'écart des tâches internationales de la révolution prolétarienne, et y pensent bien peu. Mais tous les ans et demi, ils tiennent congrès pour soulager leur cœur et déclarer : « *La 2^e et la 3^e Internationales ont fait faillite* ». Après avoir hoché tristement la tête, ils se séparent. Il faudrait plutôt appeler cette « organisation » : bureau pour la célébration d'un service funèbre annuel pour la 2^e et la 3^e Internationales.

Ces vénérables personnes se figurent être des « réalistes », des « tacticiens », voire des « marxistes ». Elles ne font que répandre des aphorismes : « Il ne faut pas anticiper », « Les masses n'ont pas encore compris », etc. Mais pourquoi anticipez-vous donc vous-mêmes, en constatant la banqueroute des deux Internationales : les « masses » ne l'ont pas encore compris ? Et les masses qui l'ont compris sans votre aide, elles... votent pour Hitler (Sarre). Vous subordonnez la préparation de la 4^e Internationale à un « processus historique ». Mais n'êtes-vous pas vous-mêmes une partie de ce processus ? Les marxistes se sont toujours efforcés d'être à la tête du processus historique. Quelle partie du processus représentez-vous exactement ?

« *Les masses n'ont pas encore compris* ». Mais les masses ne sont pas homogènes. Les idées nouvelles sont assimilées d'abord par les éléments avan-

cés et, par leur intermédiaire, pénètrent dans les masses. Si vous-mêmes, sages altiers, avez compris la nécessité et l'inéluctabilité de la 4^e Internationale, comment pouvez-vous donc cacher cette conclusion aux masses ? Pis encore : après avoir reconnu la faillite des internationales existantes, Doriot « condamne » (!) l'idée de la nouvelle internationale. Quelle perspective pratique donne-t-il donc à l'avant-garde révolutionnaire ? Aucune ! Mais cela signifie semer la confusion, le trouble et la démoralisation.

Telle est la nature du centrisme. Il faut comprendre cette nature jusqu'au bout. Sous la pression des circonstances, tel centriste peut aller très loin dans l'analyse, les appréciations, la critique : dans ce domaine, les chefs du SAP, qui dirigèrent la conférence dont nous venons de parler, répètent fort scrupuleusement beaucoup de ce que les bolcheviks-léninistes ont dit il y a deux, trois ou dix ans. Mais le centriste s'arrête toujours craintivement devant les conclusions révolutionnaires. Célébrer en famille un service funèbre pour l'Internationale communiste ? Pourquoi pas ! Mais se mettre à la préparation de la nouvelle internationale ? Non, plutôt... « condamner le trotskysme ».

Doriot n'a aucune position. Et il n'en veut pas. Après la rupture avec la bureaucratie de l'Internationale communiste, il aurait pu jouer un rôle progressif et sérieux. Mais jusqu'à maintenant il ne s'en est même pas rapproché. Il se dérobe aux tâches révolutionnaires. Il s'est choisi pour maîtres les chefs du SAP. Veut-il s'inscrire définitivement dans la corporation des centristes ? Qu'il sache : un centriste, c'est un couteau sans lame !

CONCLUSION

« Attendre », « faire durer », « gagner du temps », tels sont les mots d'ordre des réformistes, des pacifistes, des syndicalistes, des stalinien, Cette politique se nourrit de l'idée que le temps travaille pour nous. Est-ce vrai ? C'est radicalement faux ! Si, dans une situation prérévolutionnaire, nous ne menons pas une politique révolutionnaire, alors le temps travaille contre nous.

Malgré les hymnes creux en l'honneur du front unique, le rapport des forces s'est modifié dans la dernière année au détriment du prolétariat. Pourquoi ? Marceau Pivert a donné une juste réponse à cette question dans son article « Tout se tient » (*Le Populaire*, 18 mars 1935). Dirigés derrière les coulisses par le capital financier, toutes les forces et tous les détachements de la réaction mènent une politique incessante d'offensive, envahissent de nouvelles positions, les renforcent et vont de l'avant (industrie, agriculture, enseignement, presse, justice, armée). Du côté du prolétariat, il n'y a que des phrases sur l'offensive ; en fait il n'y a même pas de défensive. Les positions ne sont pas renforcées, mais se rendent sans combat ou se préparent à se rendre.

Le rapport politique des forces est déterminé non pas seulement par des données objectives (rôle dans la production, nombre, etc.), mais subjectives ; la conscience de sa force est le plus important élément de force réelle. Tandis

que le fascisme élève de jour en jour la confiance des petits bourgeois déclassés en eux-mêmes, les groupes dirigeants du front unique affaiblissent la volonté du prolétariat. Les pacifistes, disciples de Bouddha et de Gandhi, et non de Marx et de Lénine, s'exercent à prêcher contre la violence, contre l'armement, contre la lutte physique. Les staliniens prêchent au fond la même chose, en invoquant seulement la « situation non-révolutionnaire ». Entre les fascistes et les pacifistes de toute nuance s'établit une division du travail : les uns renforcent le camp de la réaction, les autres affaiblissent le camp de la révolution. Telle est la vérité non camouflée !

Deux facteurs importants agissent contre les réformistes et contre les staliniens. Premièrement : les exemples frais d'Allemagne, d'Autriche, d'Espagne sont devant les yeux de tous ; les masses ouvrières sont alarmées, les réformistes et les staliniens sont décontenancés. Secondement : les marxistes ont réussi à poser à temps devant l'avant-garde prolétarienne les problèmes de la révolution.

Les bolcheviks-léninistes sont loin de vouloir exagérer leur nombre. Mais la force de leurs mots d'ordre vient de ce qu'ils reflètent la logique du développement de la situation prérévolutionnaire actuelle. Les événements, à chaque étape, confirment notre analyse et notre critique. L'aile gauche du Parti socialiste croît. Dans le Parti communiste, la critique est comme auparavant étouffée. Mais la croissance de l'aile révolutionnaire dans la SFIO ouvrira inévitablement une brèche dans la discipline bureaucratique meurtrière des staliniens : les révolutionnaires des deux partis se tendront l'un à l'autre la main pour travailler en commun.

Notre règle reste comme toujours : exprimer ce qui est. C'est le plus grand service qu'on peut rendre actuellement à la cause de la révolution. Les forces du prolétariat ne sont pas dépensées. La petite bourgeoisie n'a pas encore fait son choix. On a perdu beaucoup de temps, mais les derniers délais ne sont pas encore épuisés.

La victoire est possible ! Plus encore : la victoire est assurée - autant que la victoire puisse être assurée par avance - à une seule et unique condition : il faut vouloir la victoire, il faut aspirer à la victoire, il faut renverser les obstacles, il faut culbuter l'ennemi et lui mettre le genou sur la poitrine.

Camarades, amis, frères et sœurs ! Les bolcheviks-léninistes vous appellent à la lutte et à la victoire !

[article rédigé par Trotsky et publié anonymement par le Groupe bolchevik-léniniste
dans *La Vérité* n° 232, 28 mars 1935]

Pour les comités d'action, pas le Front populaire

Le Front populaire est une alliance du prolétariat avec la bourgeoisie impérialiste représentée par le Parti radical et d'autres débris, plus petits de la même espèce. Cette alliance s'étend au domaine parlementaire. Dans tous les domaines, le PR qui conserve, lui, sa liberté d'action, limite brutalement celle du prolétariat.

Le Parti radical est lui-même en train de se décomposer : chaque élection nouvelle montre que les électeurs l'abandonnent à droite et à gauche. Au contraire, le Parti socialiste et le Parti communiste, en l'absence d'un véritable parti révolutionnaire, se renforcent. La tendance générale des masses travailleuses, y compris des masses petites-bourgeoises, est évidente : elles vont à gauche. L'orientation des chefs des partis ouvriers n'est pas moins évidente : ils vont à droite.

Tandis que les masses montrent aussi bien par leurs votes que par leur lutte qu'elles veulent renverser le parti radical, les chefs du front unique aspirent au contraire à le sauver. Après avoir gagné la confiance des masses ouvrières sur la base d'un programme « socialiste », les chefs des partis ouvriers cèdent volontairement la meilleure part de cette confiance aux radicaux, en qui les masses ouvrières n'ont précisément aucune confiance.

Le Front populaire, dans son aspect actuel, foule aux pieds non seulement la démocratie ouvrière, mais la démocratie formelle, bourgeoise. La plupart des électeurs radicaux ne participent pas à la lutte des travailleurs, ni, par conséquent, au Front populaire. Pourtant le PR occupe dans ce front une position non seulement égale à celle des autres, mais encore privilégiée : l'activité des partis ouvriers est forcément limitée par le programme même du Parti radical, constatation que développent sans se gêner le moins du monde les cyniques rédacteurs de *L'Humanité*. Les dernières élections sénatoriales ont manifesté en outre très clairement la situation privilégiée qui est celle des radicaux dans le Front populaire. Les chefs du Parti communiste se vantent ouvertement d'avoir renoncé en faveur des partis non prolétariens à des sièges qui appartenaient de plein droit aux ouvriers. Cela signifie tout simplement que le front unique a partiellement rétabli en faveur de la bourgeoisie le cens électoral basé sur la fortune.

Un front est par définition l'organisation directe et immédiate de la lutte. Quand il s'agit de lutter, chaque ouvrier vaut bien une dizaine de bourgeois, même membres du Front populaire. Si l'on se plaçait au point de vue de la combativité révolutionnaire du front, il faudrait donner des privilèges électoraux aux ouvriers et non aux bourgeois radicaux. Mais est-il bien

nécessaire, au fond, d'accorder des privilèges ? Le Front populaire défend la « démocratie » ? Qu'il commence donc par l'appliquer dans ses propres rangs. En d'autres termes : la direction du Front populaire doit directement et immédiatement refléter la volonté des masses en lutte.

Comment la refléter ? De la façon la plus simple qui soit, par des élections. Le prolétariat n'interdit à personne de lutter à côté de lui contre le fascisme, le gouvernement bonapartiste de Laval, le complot militaire des impérialistes et toutes les autres formes ignobles d'oppression. Tout ce que les ouvriers conscients exigent de leurs alliés, réels ou potentiels, est qu'ils luttent effectivement. Chacun des groupes qui participe réellement à la lutte à une étape donnée et qui est prêt à se soumettre à la discipline commune doit pouvoir influencer la direction du Front populaire avec des droits égaux.

Chaque groupe de deux cents, cinq cents ou mille citoyens qui adhèrent au Front populaire dans la ville, le quartier, l'usine, la caserne, la campagne doit, pendant les actions de combat, élire son représentant dans les comités d'action locaux. Tous ceux qui participent à la lutte s'engagent à reconnaître leur discipline.

Le dernier congrès de l'Internationale communiste, dans sa résolution sur le rapport de Dimitrov, s'est prononcé pour la création de comités d'action élus qui devraient constituer la base de masse du Front populaire. C'est là la seule idée progressive de toute la résolution. Mais c'est précisément pourquoi les staliniens ne font rien pour la réaliser ; car ils ne peuvent s'y décider sans rompre du même coup la collaboration de classe avec la bourgeoisie.

Il est vrai que peuvent prendre part aux élections des comités d'action non seulement les ouvriers, mais les employés, les fonctionnaires, les anciens combattants, les artisans, les petits commerçants et les petits paysans. C'est ainsi que les comités d'action peuvent le mieux remplir leur tâche qui est de lutter pour conquérir une influence décisive sur la petite bourgeoisie. En revanche, ils rendent très difficile la collaboration de la bureaucratie ouvrière avec la bourgeoisie. Or le Front populaire, sous sa forme actuelle, n'est rien d'autre que l'organisation de la collaboration de classes entre les exploiters politiques du prolétariat-réformistes et staliniens-et les exploiters de la petite bourgeoisie-radicaux. De véritables élections de masse pour les comités d'action chasseraient automatiquement les affairistes bourgeois radicaux du FP et feraient ainsi sauter la criminelle politique dictée par Moscou.

Il serait néanmoins erroné de croire que l'on peut simplement, à un jour et une heure donnés, faire appel aux masses prolétariennes et petites-bourgeoises pour élire des comités d'action sur la base de statuts déterminés. Ce serait une façon purement bureaucratique et par conséquent stérile d'aborder la question. Les ouvriers ne peuvent élire les comités d'action que

lorsqu'ils participent eux-mêmes à une action et éprouvent donc la nécessité d'avoir une direction révolutionnaire.

Il ne s'agit pas d'une représentation *démocratique* de toutes et de n'importe quelles masses, mais d'une représentation *révolutionnaire* des masses en lutte. Le comité d'action est l'appareil de la lutte. Il est inutile de chercher à déterminer d'avance les couches de travailleurs qui seront associées à la formation des comités d'action : les contours des masses qui luttent se traceront au cours de la lutte.

L'énorme danger en France actuellement consiste en ce que l'énergie révolutionnaire des masses, dépensée par à-coups successifs dans des explosions isolées, comme à Toulon, à Brest, à Limoges, finisse par faire place à l'apathie. Seuls les traîtres conscients ou des cerveaux obtus peuvent croire ou faire croire que l'on peut, dans la situation actuelle, maintenir les masses dans l'immobilité jusqu'à ce que l'on puisse d'en haut leur faire cadeau d'un gouvernement de Front populaire. Les grèves, les protestations, les escarmouches dans les rues, les révoltes ouvertes, sont tout à fait inévitables. La tâche du parti prolétarien consiste non à freiner et à paralyser ces mouvements, mais à les unifier et à leur donner le plus de vigueur possible.

Les réformistes et plus encore les stalinien craignent les radicaux. L'appareil du front unique joue tout à fait consciemment le rôle qui consiste à désorganiser systématiquement les mouvements spontanés des masses. Et les « gauchistes » du type Pivert ne font que protéger cet appareil de la colère des masses. On ne peut sortir de cette situation que si l'on aide les masses en lutte, et, dans le processus même de la lutte, à créer un appareil nouveau qui réponde aux nécessités de l'heure. C'est précisément en cela que réside la fonction des comités d'action.

Pendant la lutte à Toulon et à Brest, les ouvriers auraient sans hésitation créé une organisation locale de combat si on les avait appelés à le faire. Au lendemain de la sanglante répression de Limoges, les ouvriers et une fraction importante de la petite bourgeoisie auraient sans aucun doute manifesté leur disposition à élire des comités pour enquêter ; sur les événements sanglants et les empêcher à l'avenir. Pendant le mouvement qui a eu lieu dans les casernes cet été, contre le « rabiote », les soldats auraient sans hésiter élu des comités d'action de compagnie, de régiment et de garnison si on leur avait indiqué cette voie. De tels cas se présentent et se présenteront à chaque pas, plus souvent à l'échelle locale, plus rarement à l'échelle nationale. Il ne faut pas manquer une seule de ces occasions. La première condition : comprendre soi-même clairement la signification des comités d'action comme l'unique moyen de briser la résistance contrerévolutionnaire des appareils des partis et des syndicats.

Cela signifie-t-il que les comités d'action doivent remplacer les organisations des partis et des syndicats ? Il serait absurde de poser ainsi la question. Les masses entrent en lutte avec toutes leurs idées, leurs groupements, leurs traditions, leurs organisations. Les partis continuent de vivre et de lutter. Au cours des élections aux comités d'action, chaque parti essaiera naturellement de faire passer les siens. Les comités d'action prendront leurs décisions à la majorité, avec entière liberté pour les partis et les fractions de s'y grouper. Les comités d'action, par rapport aux partis, peuvent être considérés comme des *parlements révolutionnaires* : les partis ne sont pas exclus, bien au contraire puisqu'ils sont supposés nécessaires ; mais en même temps, ils sont contrôlés dans l'action et les masses apprennent à se libérer de l'influence des partis pourris.

Cela signifie-t-il que les comités d'action sont des soviets ? Dans certaines conditions, les comités d'action peuvent devenir des soviets. Il serait néanmoins erroné de désigner de ce nom les comités d'action. Aujourd'hui en effet, en 1935, les masses populaires sont habituées à associer au nom de soviets l'idée du pouvoir déjà conquis. Et nous n'en sommes pas encore près en France. En Russie, les soviets n'ont pas du tout été pendant leurs premiers pas ce qu'ils devaient devenir par la suite, ils ont même souvent, à l'époque, porté le nom modeste de comités ouvriers ou de comités de grève.

Les comités d'action, dans leur stade actuel, ont pour tâche d'unifier la lutte défensive des masses travailleuses en France, et aussi de leur donner la conscience de leur propre force pour l'offensive à venir. Cela aboutira-t-il aux soviets véritables ? Cela dépend de la réponse à la question de savoir si l'actuelle situation critique en France se développera ou non jusqu'à sa conclusion révolutionnaire. Or cela ne dépend pas uniquement de la volonté de l'avant-garde révolutionnaire, mais aussi de nombre de conditions objectives. En tout cas, le mouvement de masses qui se heurte actuellement à la barrière du Front populaire n'avancera pas sans les comités d'action.

Des tâches telles que la création de la milice ouvrière, l'armement des ouvriers, la préparation de la grève générale, resteront sur le papier si la masse ne s'attelle pas elle-même à la lutte, par des organes responsables. Seuls ces comités d'action nés de la lutte peuvent réaliser la véritable milice, comptant non des milliers, mais des dizaines de milliers de combattants. Seuls les comités d'action couvrant les principaux centres du pays pourront choisir le moment de passer à des méthodes de lutte plus décidées, dont la direction leur appartiendra de droit.

Il découle des considérations exposées plus haut un certain nombre de conclusions pour l'activité politique des révolutionnaires prolétariens en France. La première concerne la prétendue « Gauche révolutionnaire ». Ce groupe se caractérise par sa totale incompréhension des lois du mouvement des masses. Les centristes ont beau bavarder sur « les masses », c'est toujours sur l'appareil réformiste qu'ils s'orientent. En répétant tels ou tels

mots d'ordre révolutionnaires, Pivert continue à les subordonner au principe abstrait de l'« unité organique », qui se révèle en fait l'unité avec les patriotes contre les révolutionnaires.

Au moment où la question de vie ou de mort pour les masses révolutionnaires est de briser la résistance des appareils social-patriotes unis, les centristes de gauche considèrent l'« unité » de ces appareils comme un bien absolu, situé au-dessus des intérêts de la lutte révolutionnaire. Ne peut bâtir des comités d'action que celui qui a compris jusqu'au bout la nécessité de *libérer les masses de la direction des traîtres des social-patriotes*. Cependant, Pivert s'accroche à Zyromski, qui s'accroche à Blum, qui, de concert avec Thorez, s'accroche à Herriot, qui s'accroche à Laval. Pivert entre dans le système du Front populaire -ce n'est pas pour rien que la « gauche révolutionnaire » a voté au dernier conseil national la honteuse résolution de Blum- et le Front populaire entre aussi, comme son « aile », dans le régime bonapartiste de Laval. Si la direction du FP (Herriot-Blum-Cachin-Thorez-Zyromski-Pivert) parvient à se maintenir au cours de la proche période décisive, alors le régime bonapartiste cédera inévitablement sa place au fascisme.

La condition de la victoire du prolétariat est la liquidation de la direction actuelle. Le mot d'ordre de « l'unité » devient, dans ces conditions, non seulement une bêtise, mais un crime. Aucune unité avec les agents de l'impérialisme français et de la Société des nations. À leur direction perfide, il faut opposer les comités d'action révolutionnaires. On ne peut construire ces comités qu'en démasquant impitoyablement la politique antirévolutionnaire de la prétendue « gauche révolutionnaire », Pivert en tête. Des illusions et des doutes à cet égard ne peuvent bien entendu, avoir place dans nos rangs.

[article rédigé par Trotsky et publié par le Groupe bolchevik-léniniste dans *La Vérité*, 26 novembre 1935, sous le titre « Front populaire et comités d'action »]

Abonnement à Révolution communiste
bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
(section française du CoReP)

Envoyer 14 euros (ou plus en soutien) à l'ordre de ARTP pour 5 numéros à
 ARTP / AGECA service BP / 177 rue de Charonne / F-75011 PARIS

NOM Prénom

Adresse postale

Adresse électronique@.....

INDEX

2^e Internationale : sociale-démocratie. Avant 1914 : Internationale ouvrière ; après 1918 : IOS. > 7, 18, 15, 20, 21 40, 48

3^e Internationale : voir IC.

4^e Internationale (1938-1953). L'Opposition de gauche de l'IC (OGI, 1928) se prononce pour une nouvelle internationale en 1933. La QI est proclamée en 1938. Sa direction révisé son programme en 1951. > 40, 47, 48, 49

Bauer Otto (1881-1938). Juriste, membre du SDAP autrichien. Partisan de l'Union sacrée en 1914. Ministre du gouvernement SDAP-CS en 1918-1919. Exilé en 1934. > 32

Blum Léon (1872-1950). Haut fonctionnaire. Chef de la minorité du PS hostile à l'adhésion à l'IC au congrès de Tours en 1920. Président du conseil (premier ministre) en 1936. Emprisonné par le régime de Vichy. > 2, 6, 55

CGT : Confédération générale du travail (1895-...). Syndicat d'inspiration anarchiste qui se rallie à l'Union sacrée en 1914. Jouhaux expulse l'aile révolutionnaire en 1921 qui fonde la CGTU. Les deux se réunifient en adhérant au Front populaire en 1935. La direction tente de négocier avec Pétain en 1940 mais le régime fasciste dissout tous les syndicats. Un de ses dirigeants, Belin, devient ministre du travail. > 27, 30, 31, 34, 37

CGTU : CGT unitaire (1921-1936). > 13, 29

Combat marxiste (Le) (1933-1936). Courant du PS hostile au bolchevisme et favorable au « planisme » de De Man. Considère l'URSS comme un capitalisme d'État. Disparaît au moment où la lutte des classes s'intensifie. > 34

Croix de feu (1927-1936). Association fasciste dirigée par le colonel de La Rocque. Mitterrand en fut membre de 1934 à 1936. Après la dissolution par le gouvernement, le colonel le reconvertit en PSF (1936-1940). > 2, 19

Doriot Jacques (1898-1945). Ouvrier métallo. Dirigeant du PC stalinien. Partisan du front unique ouvrier après la victoire d'Hitler. Adhère en 1934 avec sa fraction au Bureau de Londres. Fonde en 1936 un parti fasciste, le PPF. Volontaire pour combattre avec l'armée allemande contre l'URSS. > 48, 49

Doumergue Gaston (1863-1937). Avocat. Plusieurs fois ministre PR avant la 1^{re} Guerre mondiale. Chef du gouvernement d'union nationale de 1934 qui comprend Pétain et Tardieu. > 2, 4, 9, 23, 29

Duclos Jacques (1896-1975). Ouvrier pâtissier. Rejoint le PC en 1920. Permanent en 1925, membre du CC en 1926, du BP en 1931 et de la direction de l'IC en 1935. Envoyé en Espagne en 1936 et 1937. Tente de négocier avec le 3^e Reich la parution de *L'Humanité* l'été 1940. Responsable dans la clandestinité du PCF qui se subordonne au général De Gaulle. > 20, 26

Frossard Louis-Olivier (1889-1946). Instituteur membre du PS-SFIO, participe à partir de 1915 à la minorité pacifiste de la SFIO avec Longuet. Secrétaire général du PC-SFIC en 1920. Démissionne du PC en 1923 et rejoint le PS-SFIO qu'il quitte en 1935. Ministre dans le gouvernement de Front populaire et dans le premier gouvernement Pétain. > 28

GR : Gauche révolutionnaire (1935-1938). Courant du PS-SFIO fondé par Pivert au moment où les bolcheviks-léninistes sont exclus. Adhère au Bureau de Londres qui, tout en parlant de révolution, se range dans les fronts populaires et combat la 4^e Internationale. Pivert fonde le PSOP en 1938. > 2, 54

Guesde Jules (1845-1922). Fonctionnaire. Soutient la Commune. Fonde le journal *L'Égalité* et le Parti ouvrier avec Lafargue et Laura Marx (renommé POF en 1893. Très actif, souvent emprisonné. L'IO incite à l'unification en 1905 de toutes les fractions dans le PS-SFIO sous la direction du réformiste Jaurès. De plus en plus social-patriote, se rallie en 1914 à l'Union sacrée. > 33

Herriot Édouard (1872-1957). Professeur de lettres. Dirigeant du PR. Emprisonné par le régime de Vichy. > 19, 36, 55

Hitler Adolf (1889-1945). Déclassé en Autriche, fuit le service militaire en 1913 en Allemagne, conscrit en 1914 (estafette de régiment). En 1919, il est envoyé faire de l'agitation contre-révolutionnaire parmi les soldats de Munich et surveiller un groupuscule nationaliste et antisémite dont il devient le dirigeant (NSDAP). Son coup d'État à Munich échoue en 1923. Le parti fasciste s'étend nationalement, agresse le mouvement ouvrier avec des complicités policières, obtient des résultats électoraux (grâce à la petite bourgeoisie) et commence à se lier aux grands capitalistes. Hitler est nommé chancelier en 1933. La terreur nazie déferle contre le mouvement ouvrier, les Juifs et les Roms. > 2, 26, 41, 48

IC : Internationale communiste, 3^e Internationale (1919-1943). Fondée en 1919 sur une base révolutionnaire et internationaliste. Passe à partir de 1923 sous le contrôle de la bureaucratie conservatrice de l'URSS. De 1924 à 1928, cours droitier à la recherche d'alliés de l'URSS. De 1929 à 1934, « 3^e période » où les partis réformistes sont désignés comme fascistes. En 1934, elle adopte le patriotisme. De 1935 à 1939, elle pratique l'alliance avec des partis bourgeois (« fronts populaires »). En 1939, elle soutient le pacte Hitler-Staline en minimisant le danger fasciste. En 1941, après l'invasion de l'URSS par l'impérialisme allemand, Staline la subordonne aux Alliés et l'empêche d'appuyer les mouvements coloniaux. Il la dissout en 1943. > 2, 4, 5, 6, 8, 19, 7, 20, 21, 37, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 52

Jouhaux Léon (1870-1954). Ouvrier. Secrétaire général de la CGT en 1909. Partisan de la guerre en 1914, rentre au gouvernement. Exclut l'aile révolutionnaire de la CGT (qui fonde la CGTU). Arrêté par le régime de Vichy et déporté. Scissionne de la CGT en 1947 pour fonder FO. > 14, 16, 21, 27, 30, 31, 34, 36, 37

Just Claude (1888-1956). Tailleur, membre de la gauche du PS-SFIO, partisan du front unique, rejoint le PCI-SFQI en 1948. > 18

KPD : Parti communiste d'Allemagne (1918-1945). Stalinisé, le KPD refuse le front unique ouvrier, ce qui aide considérablement les fascistes du NSDAP de Hitler qui prennent le pouvoir en 1933. > 40, 41

Kun Béla (1886-1938). Fondateur du Parti des communistes de Hongrie en 1918. Il fusionne avec le PS lors de la révolution de 1919 qui échoue. Rallié à Staline. Mis en avant en 1934-35 mais il s'oppose au tournant vers les fronts populaires. Arrêté en 1937, il est torturé et assassiné en 1938. > 17, 18, 26, 43

Lafargue Paul (1842-1911). Médecin proudhonien, puis communiste. Épouse Laura Marx en 1868. Participe à la Commune de Paris en 1871. Fonde le Parti ouvrier en 1880. Auteur prolifique, dont *Le Droit à la paresse*. Se suicide en 1911. > 33

Laval Pierre (1883-1945). Avocat, PS-SFIO (1903-1922), plusieurs fois ministre et premier ministre hors du PS. Membre du gouvernement Pétain en 1940, chef du gouvernement en 1942, exécuté en 1945. > 2, 38, 52, 55

LP : Parti travailliste britannique (1900-...). Soutien l'Union sacrée en 1914. MacDonald est premier ministre en 1924 puis en 1929-1931 avec le soutien du Parti libéral. > 44

Man Henri de (1885-1953). Il rejoint la JGS en 1902. En 1910, il est chargé de l'école du POB. En 1914, partisan de l'Union sacrée. Publie en 1926 *Au delà du marxisme*. En 1933, rédige le programme du POB (*Plan du travail*). Se rallie au fascisme en 1940. > 36

Monmousseau Gaston (1883-1960). Cheminot anarchiste. Hostile à l'union sacrée. Participe à la grève sauvage des chemins de fer en 1920. Dirigeant de la CGTU en 1922. Adhère au PC en 1925, devient stalinien et le reste. > 27, 37

Néos : néo-socialistes. Aile droite du PS-SFIO autour de Déat, Marquet, Montagnon, Renaudel... Ils créent le PSDF-Union Jean Jaurès en 1933 qui rejoint le FP. La plupart se rallient à Pétain en 1940. > 36

Parti communiste : voir PC.

Parti radical : voir PR.

Parti socialiste : voir PS-SFIO.

PC (1920-...) : Parti communiste-section française de l'IC ; à partir de 1936 : Parti communiste *français*. La majorité du PS-SFIO adhère à l'IC en 1920. Le PC mène une action révolutionnaire, anticolonialiste et antimilitariste sous l'impulsion de l'IC. Caporalisé dès le début des années 1920, il calomnie l'Opposition de gauche et expulse Souvarine, Monatte, Rosmer... En 1934, sous la direction de Thorez, il opère un tournant patriotique. En 1935, le PC s'oriente sur consigne de Staline vers l'alliance avec des partis bourgeois comme le PR (Front populaire). En première ligne pour finir la grève générale en 1936. Le PCF vote les crédits de guerre le 2 septembre 1939. Daladier l'interdit le 26 septembre (22 des 74 députés renient le PCF). Le PCF passe à la résistance bourgeoise quand l'impérialisme allemand envahit l'URSS en 1941. Il participe au gouvernement du général De Gaulle avec le PS pour désarmer les travailleurs, stabiliser l'État bourgeois, sauver le capitalisme français. > 4, 5, 9, 12, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 28, 31, 32, 37, 40, 43, 44, 46, 50

Pivert Marceau (1895-1958). Professeur de physique. Syndicaliste au SNI (CGT). Adhère au PS-SFIO en 1924 où il rejoint la tendance Bataille socialiste de Zyromski. En septembre 1935, il fonde le courant GR, comme contrefeu au GBL Pivert est membre en 1936 du gouvernement FP. En avril 1938, il est pratiquement exclu du PS qu'il quitte pour fonder le PSOP, un parti adhérent au Bureau de Londres. Pivert retourne au PS en 1946. > 2, 28, 49, 53, 54, 55

POB : Parti ouvrier belge (1885-1940). Parti réformiste qui adhère à l'Union sacrée en 1914 sous la direction de Vandervelde. > 36, 44

PR : Parti radical (1901-1972). Le principal parti bourgeois de la 3^e République, à base électorale populaire, change souvent d'allié pour accéder ou rester au gouvernement. > 2, 4, 5, 8, 9, 10, 44

PS-SFIO : Parti socialiste, section française de l'IO (1905-...). Après l'assassinat de Jaurès, soutient la guerre et entre au gouvernement. Sa majorité se rallie à l'IC en 1920. Une minorité scissionne et conserve le nom de SFIO. Pratique des alliances avec des partis bourgeois comme le PR lors du Cartel des gauches, puis lors du Front populaire. Expulse son aile droite en 1933 (Déat, Faure, Renaudel, Marquet...) qui fonde le PSDf et en 1938 son aile gauche (Pivert, Hérard, Lefeuve, Guérin...) qui fonde le PSOP. Le PS participe au gouvernement d'Union nationale (1940) avec les fascistes du PSF. Ensuite, se rallie au général De Gaulle. > 44, 21, 23, 28, 37, 40, 44, 50

SFIO : voir PS.

SDAP : Parti ouvrier social-démocrate d'Autriche (1889-...). Fondé par Victor Adler. Belliciste en 1914. En 1934, se renomme SPÖ. > 7, 32, 40, 44

SPD : Parti social-démocrate d'Allemagne (1875-...) résultant de la fusion de l'ADAV de Lassalle et du SDAP d'August Bebel et Wilhelm Liebknecht. Parti phare de l'IO. Soutient l'union sacrée en 1914. Scheidemann et Ebert forment un gouvernement avec l'USPD qui, en lien avec l'état-major, écrase la révolution en 1919. > 7, 40

Staline : Iossif Djougachvili, (1878-1953). Séminariste, permanent. Rejoint le POSDR en 1898, choisit la fraction bolchevik en 1903. En 1917, donne un soutien critique au gouvernement provisoire jusqu'au retour de Lénine. Nommé secrétaire général du PCR en 1922. Il incarne la bureaucratie naissante qui s'empare du parti et de l'État ouvrier en 1924-1926. Collectivise brutalement en 1928 et instaure progressivement un despotisme sanglant et un culte de sa personnalité. Paralysé un temps par l'invasion allemande en 1941, il s'appuie sur le nationalisme russe et le clergé orthodoxe. Il dissout l'IC en 1943. > 6, 21, 45, 46, 60

Thälmann Ernst (1886-1944). Ouvrier militant du SPD en 1903. En 1918, membre de l'USPD qu'il suit au KPD en 1920. Dirigeant du KPD stalinisé. Arrêté par les nazis en 1933 et exécuté en 1944. > 41

Thorez Maurice (1900-1964). Mineur, propulsé à la direction du PC-SFIC stalinisé en 1925. Secrétaire général du PC en 1931. Fait adopter le patriotisme (1934) et applique l'alliance avec la bourgeoisie (1935). En URSS de 1939 à 1944. Ministre sous De Gaulle en 1945. > 2, 16, 20, 21, 22, 25, 27, 60

Zyromski Jean (1890-1975). Fonctionnaire, adhère au PS-SFIO en 1912, guesdiste et partisan de l'Union sacrée en 1914. Mobilisé, il est blessé en 1914. En 1920, il reste avec la minorité du parti dirigée par Blum dans l'IOS (2^e Internationale). Fonde en 1922 la Bataille socialiste qui s'oppose à l'alliance avec le PR. En 1935, partisan du Front populaire et de la « fusion organique » entre le PS et le PCF. Rejoint le PCF en 1945. > 45, 46, 55



Je quitte aujourd'hui la France... Il y a deux ans, le gouvernement « de gauche » Daladier, me permit de me fixer en France. En fait, il me fut interdit de vivre à Paris et je me suis immédiatement trouvé sous la surveillance de la police. Peu de temps après le 6 février 1934, le ministre de l'intérieur signa un décret m'expulsant de France. Il ne se trouva pas, pourtant, de gouvernement étranger qui consentit à m'accepter. C'est la seule raison pour laquelle le décret d'expulsion n'était pas venu jusqu'à maintenant à exécution.

Aujourd'hui, les chefs du PC ont constitué avec Daladier un « Front populaire » antifasciste. Sur l'ordre de Staline, Cachin, Thorez et consorts appellent à présent les ouvriers français à soutenir leur militarisme national, c'est-à-dire l'instrument de l'oppression de classe et de l'avilissement colonial.

La trahison de Staline et de la direction de l'Internationale communiste s'explique par le caractère de la couche dirigeante actuelle en URSS. C'est une bureaucratie privilégiée et incontrôlée qui s'élève au-dessus du peuple et qui opprime le peuple. Le marxisme enseigne que l'existence détermine la conscience. La bureaucratie soviétique est conservatrice, elle défend âprement ses privilèges. Étouffant la classe ouvrière en URSS, elle a perdu depuis longtemps confiance dans la révolution mondiale. Elle promet de construire le « socialisme dans un seul pays » si les travailleurs se taisent, obéissent et endurent. Elle craint que les ouvriers français et tchèques puissent, par leurs actions inopportunes, effrayer ses nouveaux alliés. Elle se donne pour tâche de freiner la lutte de classe du prolétariat dans les pays « alliés ». Ainsi, la source de la trahison de Staline, c'est le conservatisme national de la bureaucratie soviétique, son hostilité directe pour la révolution prolétarienne mondiale.

Quand le parti prolétarien déclare qu'en temps de guerre il va « contrôler », c'est-à-dire soutenir son militarisme national au lieu de le renverser, il devient par cela même une bête apprivoisée du capital. Il n'y a pas la moindre raison de craindre un tel parti. Ce n'est pas un tigre révolutionnaire, mais un âne domestiqué.

La trahison des staliniens, se joignant à la vieille trahison des réformistes, nécessite un renouvellement complet de toutes les organisations prolétariennes. Il faut un nouveau parti révolutionnaire. Il faut une nouvelle internationale, la 4^e ! Servir cette grande tâche historique, tel est le contenu de l'activité de l'organisation internationale des bolcheviks-léninistes.

Le stalinisme est maintenant la plaie principale du mouvement ouvrier mondial. Cette plaie, il faut l'extirper, la retrancher, la brûler au fer rouge. Il faut à nouveau rassembler le prolétariat sous le drapeau de Marx et de Lénine.

Trotsky, extraits de la *Lettre ouverte aux ouvriers français*, 10 juin 1935